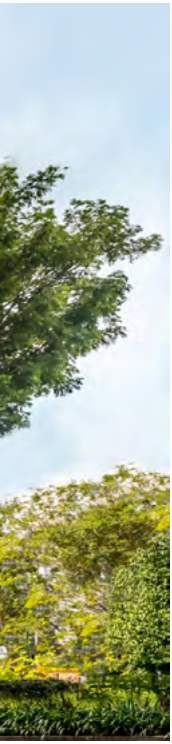
CREDIT SUISSE

Supertrends. Investir de manière consciente.

Des tendances sociétales
à l'impact des investisseurs.



Supertrends. Investir de manière consciente.

Des tendances sociétales
à l'impact des investisseurs.

Microsite Supertrends

En savoir plus:
credit-suisse.com/supertrends

Investir de manière consciente.

Michael Strobaek
Global Chief
Investment Officer
Credit Suisse

La pandémie de COVID-19 a été source de bouleversements: accélération du progrès dans certains domaines comme la technologie, retour en arrière sur d'autres aspects comme la pauvreté, la santé, la qualité de l'éducation et l'égalité entre les sexes.

Les gouvernements, les entreprises et les citoyens s'attèlent désormais à «rebâtir en mieux» le monde post-COVID. Même lorsque la pandémie prendra fin, cet objectif devrait perdurer afin de relever les défis à venir et d'orienter nos économies et nos sociétés vers un avenir plus inclusif et plus durable.

Les investisseurs jouent un rôle déterminant en engageant leur capital dans des solutions de placement qui contribuent à cet effort – en d'autres termes, en investissant de manière consciente. À cet égard, le cadre de nos investissements thématiques à long terme en actions, Supertrends, est une solution adaptée. Il couvre une diversité de thèmes allant du changement climatique à la démographie, en passant par les infrastructures et la technologie.

Au lancement de nos Supertrends en 2017, notre objectif était d'identifier les tendances sociétales pluriannuelles qui pourraient porter des opportunités d'affaires à croissance rapide et permettre aux investisseurs de faire croître leur capital. Dans le même temps, cette approche thématique centrée sur les besoins et les tendances sociétaux offre un moyen concret de générer un impact sociétal positif au travers de placements en actions cotées.

Nannette Hechler-Fayd'herbe
Global Head of
Economics & Research
Credit Suisse

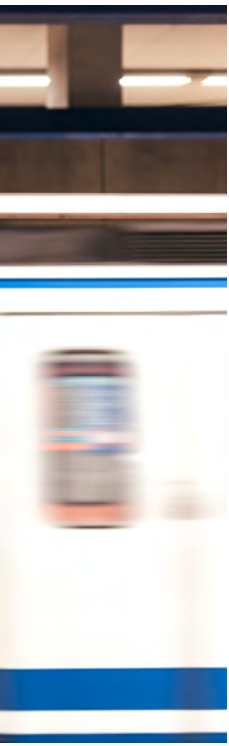
Cette année, notre cadre Supertrends contribue à ce dernier objectif en précisant dans quelle mesure les thèmes que nous avons sélectionnés participent directement ou indirectement à atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies – voir notre graphique aux pages 12–13 pour de plus amples informations. Le besoin de capitaux supplémentaires est considérable: les Nations Unies ont estimé le déficit de financement annuel des ODD à 2500 milliards USD.

En alignant clairement les sous-thèmes associés aux Supertrends sur les ODD, nous pouvons offrir aux investisseurs un cadre simple et transparent qui les aidera à hiérarchiser leurs placements en fonction de leur objectif, qu'il s'agisse par exemple de lutter contre les changements climatiques (ODD 13), de réduire les inégalités (ODD 10), de promouvoir la croissance économique et un travail décent pour tous (ODD 8) ou de favoriser la santé et le bien-être (ODD 3).

Nous pensons qu'investir de manière consciente, avec des objectifs à la fois financiers, environnementaux et sociétaux, représente l'avenir du secteur financier. C'est aussi la voie à suivre pour nos Supertrends.

Table des matières

4 Avant-propos
8 Investir dans les actions en vue d'un impact.



14 Sociétés anxieuses
Capitalisme inclusif

18 Accessibilité
21 Sécurité de l'emploi
24 Sécurité personnelle

26 Infrastructure
Combler l'écart

31 Transports
32 Énergie et eau
34 Smart city
36 Infrastructure télécom

38 La technologie
Au service de l'être humain

42 Numérisation
44 Réalité virtuelle
45 Intelligence artificielle
47 Technologies 4.0
48 Technologies de la santé

50 Économie des seniors
Investir en vue du vieillissement démographique

54 Thérapies et moyens
56 Soins et établissements
58 Assurances maladie et vie
59 Choix des consommateurs seniors

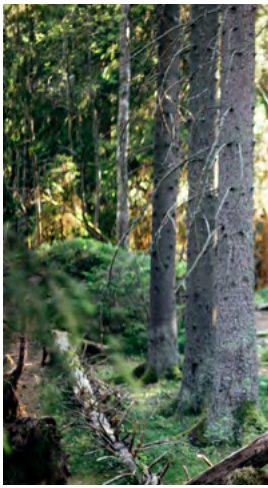
60 Valeurs des Millennials

64 Plaisirs, santé et loisirs
66 Conscience écologique
68 Natifs du numérique

70 Changement climatique
Vers une économie sans émissions de carbone

74 Électricité sans émissions de carbone
76 Pionniers de la transformation de l'industrie pétrolière et gazière
78 Transport durable
80 Agriculture et alimentation

82 Références
82 Clause de non-responsabilité
87 Impressum



Investir dans les actions en vue d'un impact.

Daniel Rupli
Head of Single Security Research
Credit Suisse

En 2015, les États membres des Nations Unies ont adopté les objectifs de développement durable (ODD) – un plan d'action pour la paix et la prospérité des populations et de la planète. Les investisseurs aussi peuvent contribuer à la réalisation de ces objectifs en sélectionnant soigneusement leurs placements. Nos Supertrends visent à les guider dans cette démarche. Fondés sur la compréhension des évolutions démographiques et d'autres tendances sociétales de fond, ils identifient les domaines dans lesquels les entreprises peuvent proposer des solutions tangibles aux exigences et aspirations formulées par les ODD. Nos Supertrends aident ainsi les investisseurs à allier performance financière et impact positif sur la planète et la société.

La pandémie de COVID-19 a selon nous renforcé l'importance des 17 ODD comme fil conducteur tant pour l'activité et le développement économiques que pour la coopération entre les gouvernements et les relations internationales. La récente intensification des efforts déployés à l'échelle mondiale dans la lutte contre le changement climatique via des investissements dans des infrastructures durables illustre parfaitement la façon dont les opportunités de placement peuvent se conjuguer aux ODD, aspect souligné cette année pour la première fois dans nos Supertrends.

Le terreau d'une croissance durable
Au cours des douze derniers mois, les dirigeants politiques du monde entier ont renforcé l'accent placé sur la durabilité et multiplié les mesures visant à atteindre des objectifs d'émissions de gaz à effet de serre (GES) ambitieux, zéro (pour «zéro émission nette») faisant figure de nouveau chiffre magique. Par exemple, les responsables européens ont annoncé plusieurs actualisations du pacte vert pour l'Europe, s'engageant entre autres initiatives à miser davantage sur l'hydrogène, à développer les capacités de production d'énergie éolienne et à renforcer la mobilité électrique. L'investiture de Joe Biden a marqué le retour des États-Unis sur la scène climatique: le pays a réintégré l'Accord de Paris de 2015 et réaffirmé sa volonté d'investir dans l'énergie propre et la production d'électricité issue de sources renouvelables. En septembre 2020, la Chine – premier émetteur mondial de GES – s'est engagée à atteindre une émission nette égale à zéro d'ici 2060. Afin de réduire ses émissions tout en maintenant un taux de croissance économique élevé, le pays s'oriente vers un modèle axé sur les services, tels que les technologies numériques, les industries de haute technologie, l'électrification des transports et la production d'électricité d'origine renouvelable.

Nos Supertrends «Changement climatique» et «Infrastructure» sont bien placés pour bénéficier de cet élan politique et des investissements prévus dans les prochaines décennies. Le premier est axé sur la transition vers une économie sans carbone avec, à la clé, un impact positif sur la vie terrestre et aquatique et sur la santé des populations. Le second se concentre sur l'énergie et l'eau, mais inclut aussi les infrastructures requises pour faciliter la mobilité des personnes et des biens grâce à des transports sûrs et efficaces. Le sous-thème «Smart city» met en lumière la tendance à l'urbanisation dans les sociétés modernes, qui appelle une réponse intelligente sur le front de la gestion des déchets et des émissions urbaines.

Cap sur le «S» d'ESG

Notre Supertrend à couleur politique «Sociétés anxieuses – Capitalisme inclusif» aborde les inégalités, notamment en matière d'accessibilité du logement, de l'éducation, des soins de santé et de la sécurité personnelle – les services de base –, et l'emploi décent dans un contexte de mutation des marchés du travail. En cette période de pandémie, la frustration populaire reste polarisée sur les problématiques internes: sécurité de l'emploi face aux difficultés économiques et aux changements à l'œuvre, augmentation du coût de l'éducation et des dépenses de santé, sécurité publique et personnelle – telles sont les priorités qui animent les populations. Les entreprises qui répondent à ces défis et proposent des solutions allégeant le coût des services de base offrent selon nous des opportunités de placement intéressantes, tout comme celles pratiquant le reskilling et l'upskilling, en d'autres termes, les employeurs soucieux de l'aspect social de l'ESG.

La santé, un axe prioritaire

La pandémie de COVID-19 a jeté un nouvel éclairage sur les inégalités, entre autres démographiques. Sur le plan sanitaire, les personnes âgées – les plus de 70 ans – ont été plus fortement touchées, car plus vulnérables et susceptibles de développer une forme sévère de la maladie. Au-delà du coronavirus, les populations défavorisées présentant une couverture maladie insuffisante et des comorbidités ont replacé les questions de santé publique au centre de l'attention. Les deux extrémités de la pyramide des âges mondiale, au cœur de nos Supertrends «Économie des seniors» et «Valeurs des Millennials», devraient selon nous continuer à amener des changements à l'avenir.

Le vieillissement de la population mondiale accroît inévitablement le besoin de solutions pour traiter les affections liées à l'âge, mais aussi pour les frais et la couverture de santé associés, d'autant plus que cette tendance s'installe aussi dans les marchés émergents. Les avancées sur le front des vaccins durant la pandémie accéléreront probablement d'autres efforts de recherche axés sur certaines des maladies les plus difficiles à traiter, en oncologie ou en neurologie, par exemple.

À l'autre bout de la pyramide, les Millennials prônent une consommation plus saine. Après avoir bousculé les habitudes d'achat et la publicité, ils devraient aussi remettre en question les codes dans le secteur financier, tendance exposée dans notre sous-thème «Natifs du numérique». Nous pensons que la numérisation modifiera un nombre croissant de secteurs. En outre, sous l'influence des jeunes générations, l'élan dont bénéficient la durabilité et la consommation responsable devrait aller croissant. Nous avons donc intégré l'agriculture régénératrice et la biodiversité à notre Supertrend «Valeurs des Millennials».

Le vecteur technologique

La technologie est au cœur de nombreuses avancées allant dans le sens des ODD. L'«économie sans contact» constituera selon nous le prochain cap, la pandémie ayant précipité l'arrêt des interactions physiques, tant sur le lieu de travail que dans la vie quotidienne. Nous sommes convaincus que les interfaces utilisateurs sans contact ainsi que les technologies multi-appareils et applications interconnectées favoriseront l'interaction par assistance vocale, tandis que l'authentification biométrique basée sur la reconnaissance vocale ou faciale pourrait fournir des services personnalisés aux utilisateurs, au travail ou à domicile. Enfin, l'argent numérique devrait s'imposer à l'avenir. Nous avons actualisé le thème des paiements numériques, effleuré dans nos Supertrends l'an passé.

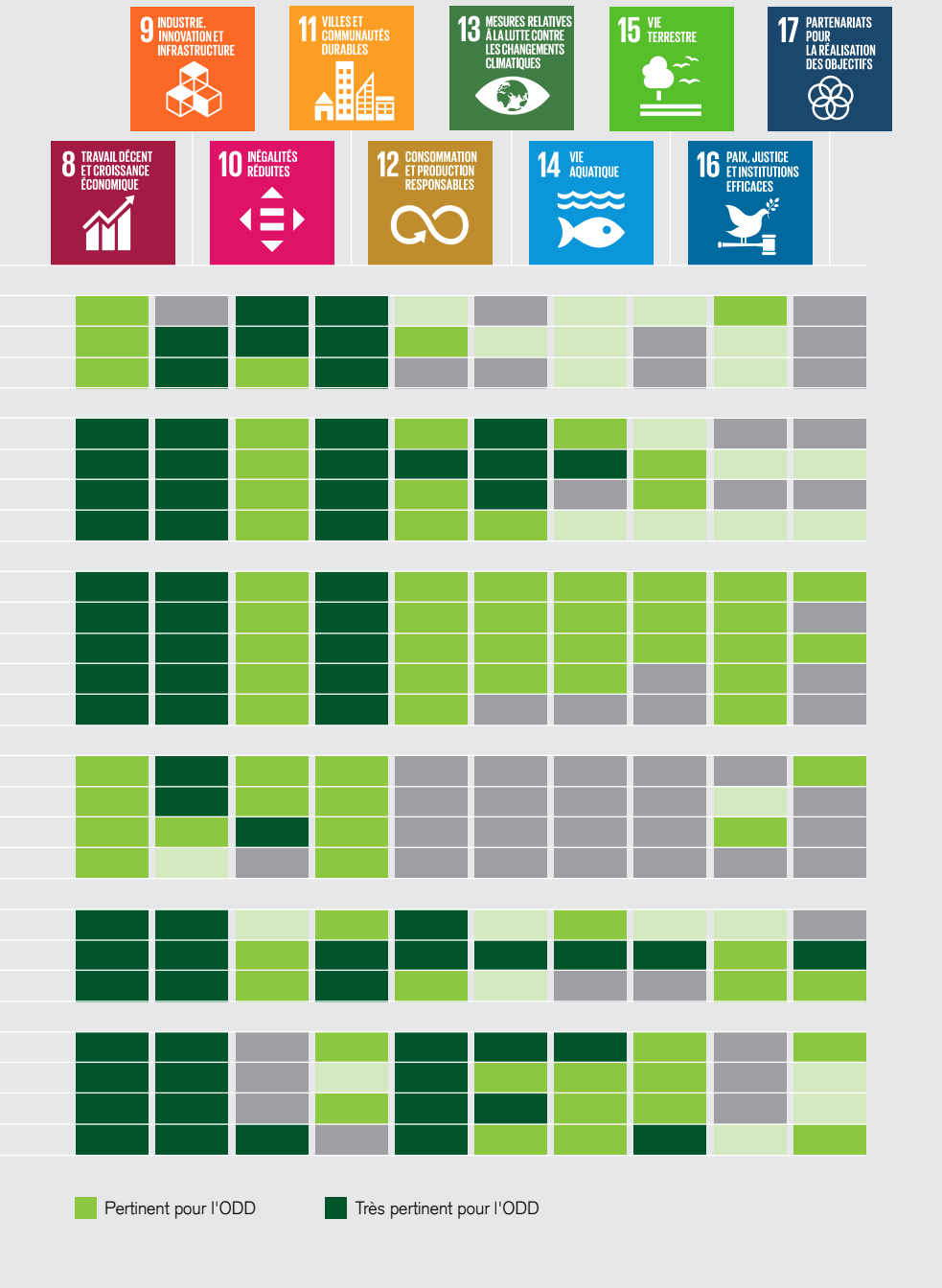
Générer un impact

Quatre ans après leur lancement, nos Supertrends ont démontré leur capacité à générer de solides rendements financiers tout en couvrant des thèmes importants. Leur pertinence est appelée à se renforcer à l'avenir, nourrie par leur impact positif. À cet égard, notre cartographie relative aux ODD devrait constituer, nous l'espérons vivement, un précieux guide pour les investisseurs.

ODD des Nations Unies – cartographie

Sociétés anxieuses							
Accessibilité							
Sécurité de l'emploi							
Sécurité personnelle							
Infrastructure							
Transports							
Énergie et eau							
Smart city							
Infrastructure télécom							
Technologie							
Numérisation							
Réalité virtuelle							
Intelligence artificielle							
Technologies 4.0							
Technologies de la santé							
Économie des seniors							
Thérapies et moyens							
Soins et établissements							
Assurances maladie et vie							
Choix des consommateurs							
Millennials							
Plaisir, santé et loisirs							
Conscience écologique							
Natifs du numérique							
Changement climatique							
Électricité sans émissions							
Pionniers de la transformation							
Transport durable							
Agriculture et alimentation							

Non pertinent pour l'ODD Partiellement pertinent pour l'ODD


9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
15 VIE TERRESTRE
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
14 VIE AQUATIQUE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Pertinent pour l'ODD
Très pertinent pour l'ODD

Sociétés anxieuses

Reto Hess
Head of Single Security Research, Equity Industrials
Follow Reto on LinkedIn

L'an dernier, les principales préoccupations de la population mondiale, parmi lesquelles les inégalités liées au manque d'opportunités ou à l'accès limité aux services de base, les mutations rapides de l'environnement de travail, le financement des retraites, l'accessibilité du logement ainsi que la santé et l'éducation, se sont accrues en même temps que l'explosion des déficits publics dans le sillage de la pandémie de COVID-19. Moyennant des incitations et des partenariats adaptés, le secteur privé, dont les investisseurs font partie, peut apporter des solutions efficaces qui ne passent pas forcément par une augmentation des dépenses publiques.

Résumé: acteurs à surveiller

Entreprises dont les solutions visent à réduire les coûts des services de base, tels que les soins de santé, le logement, l'éducation et l'alimentation. Ces solutions incluent des produits/services innovants et individualisés en meilleure adéquation avec les besoins personnels, ainsi que l'adoption de nouveaux matériaux ou technologies.

Entreprises pratiquant le reskilling, l'upskilling et la formation à l'heure d'un changement radical des exigences en matière de compétences. Par ailleurs, les entreprises qui ont une gestion solide des ressources humaines, qui élargissent les compétences de leur main-d'œuvre et qui ont adopté une culture de la diversité améliorent le recrutement et la fidélisation des talents et augmentent la productivité.

Entreprises contribuant à renforcer la sécurité des citoyens. La prévention pourrait devenir essentielle pour l'après-COVID-19 et ouvrir des opportunités de croissance pour les entreprises de la santé, du diagnostic ou du nettoyage et de l'hygiène, mais aussi pour les assurances, les biens d'équipement et les infrastructures.

Accessibilité

Toujours plus prioritaire
Les sources d'inquiétude ne manquent pas et la pandémie en a même renforcé certaines. Selon l'indice du Credit Suisse relatif à l'anxiété, qui suit l'évolution du mécontentement au sein de la société, l'insatisfaction sociale s'intensifie encore. D'après l'enquête récurrente d'Ipsos «What Worries The World», les inquiétudes autour de la pandémie diminuent après un pic en avril 2020, tandis que les craintes autour de la criminalité, de la violence, de la corruption, de la pauvreté, des inégalités sociales et du chômage ont bondi.

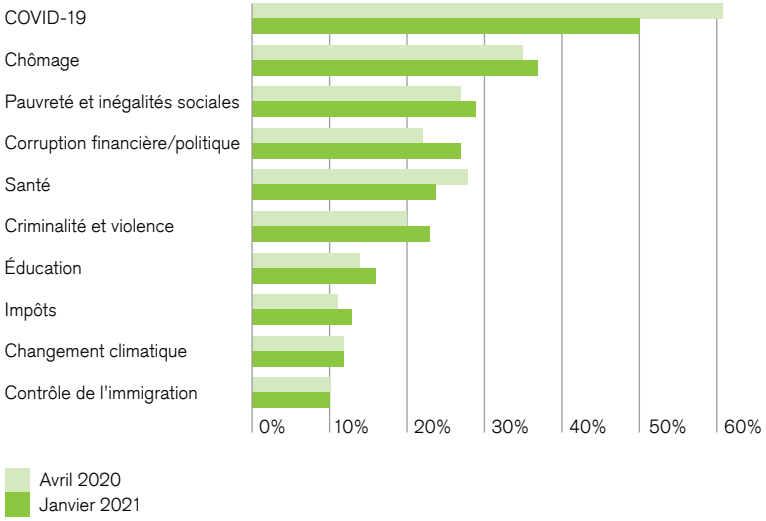
Le premier des 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies s'intitule «Pas de pauvreté». Malheureusement, le COVID-19 a fait plonger 71 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020, la première hausse depuis des décennies[1]. Les épidémies passées (SRAS, Ebola) nous enseignent par ailleurs que les inégalités pourraient se renforcer encore. Selon la Banque mondiale, les foyers pauvres et les travailleurs peu qualifiés seront les plus touchés.

Concernant la criminalité, la situation se dégrade dans les pays occidentaux (nous étudions la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis) selon Numbeo (base de données mondiale), alors que la criminalité perçue recule dans les pays en développement (nous étudions le Brésil et la Chine).

Après un événement mondial difficile comme le COVID-19, proposer des réponses concrètes à ces inquiétudes pourrait contribuer à calmer le jeu. Ces solutions ne pourront toutefois pas s'appuyer sur des modèles publics, puisque les États dépensent aujourd'hui les recettes fiscales des générations futures. Heureusement, les entreprises ne manquent pas d'idées et innovent pour rendre accessibles les besoins de base comme le logement, l'éducation, la santé et l'alimentation.

Restée un enjeu majeur pour nombre de foyers pendant la pandémie, l'accessibilité du logement est au cœur des réflexions publiques comme privées. Le gouvernement néozélandais a ainsi récemment demandé à la banque centrale d'en tenir compte dans sa politique monétaire. Côté américain, la crise de l'accessibilité du logement se poursuit à San Francisco. Selon un rapport du Momentum for Lasting Solutions, il faudrait construire plus de 220 000 logements accessibles dans la région pour les personnes les plus pauvres. La résolution de ces problèmes ouvre des opportunités (en termes de finances comme d'image) aux entreprises. Plusieurs géants de la tech investissent dans des logements accessibles à San Francisco et dans d'autres villes du pays. Les frais de santé restent élevés également. McKinsey prévoit une hausse supplémentaire annuelle de 125 à 200 milliards USD pour le système de santé américain en raison du COVID-19. Une étude de Peterson et de la Kaiser Family Foundation prédit toutefois que les dépenses de santé globales de 2020 resteront inférieures à 2019 du fait d'une diminution du chiffre d'affaires des services de santé, notamment ambulatoires.

Ce qui préoccupe le monde



Source Ipsos Public Affairs, enquête sur des sujets qui préoccupent le monde, janvier 2021 (menée entre le 18 décembre 2020 et le 8 janvier 2021 auprès d'un échantillon international de 22 003 adultes, système Ipsos Online Panel), Credit Suisse

Cette baisse serait une première historique, bien qu'elle soit limitée et inférieure à la baisse attendue du PIB, les dépenses de santé s'étant globalement rétablies[2]. Le COVID-19 a accéléré l'adaptation technologique du secteur. Selon FAIR Health, les téléconsultations, qui représentaient 0,2% des frais médicaux en juin 2019, ont atteint un pic à 13% en avril 2020 avant de redescendre à 6% en novembre. Associée à d'autres facteurs comme l'utilisation accrue des génériques, cette généralisation de la technologie est une étape importante pour réduire les frais de santé. Enfin, l'accessibilité de l'éducation reste capitale. Or, les fermetures d'écoles dues à la pandémie ont touché 1,6 milliard d'étudiants, soit 94% de la population étudiante mondiale[3]. Ils étaient 44% dans les pays à faibles revenus. Il reste essentiel de baisser les coûts et de rendre l'éducation accessible. La technologie a très certainement un rôle à jouer en la matière.

Disposer d'une alimentation saine reste un luxe

Selon l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, près de 2 milliards de personnes n'avaient pas accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante en 2019, avec un risque accru de malnutrition, et notamment de retard de croissance ou d'obésité. Ici aussi, l'accessibilité est centrale: le Programme alimentaire mondial estime le surcoût d'une alimentation saine à 60% par rapport à une alimentation qui satisfait seulement les besoins nutritifs essentiels et à 500% par rapport à une alimentation qui répond aux seuls besoins énergétiques. Le COVID-19 aura sans doute aggravé la situation. 83 à 132 millions de personnes supplémentaires étaient exposées à un risque de sous-nutrition en 2020[4]. Le secteur agroalimentaire prend conscience de l'importance du sujet et propose par exemple des aliments riches en fibres et en protéines moins coûteux que des produits similaires.

Les taux de surpoids et d'obésité ont presque triplé depuis 1975, avec une augmentation de la consommation de produits riches, gras et sucrés et une baisse de l'activité physique, entraînant une hausse des maladies non transmissibles[5]. Aux États-Unis, une étude du Brigham and Women's Hospital estime que les déséquilibres alimentaires représentent un coût de 50 milliards USD, près de 20% des maladies cardiaques, des AVC et des diabètes de type 2. Le potentiel d'économies est énorme.

Sécurité de l'emploi

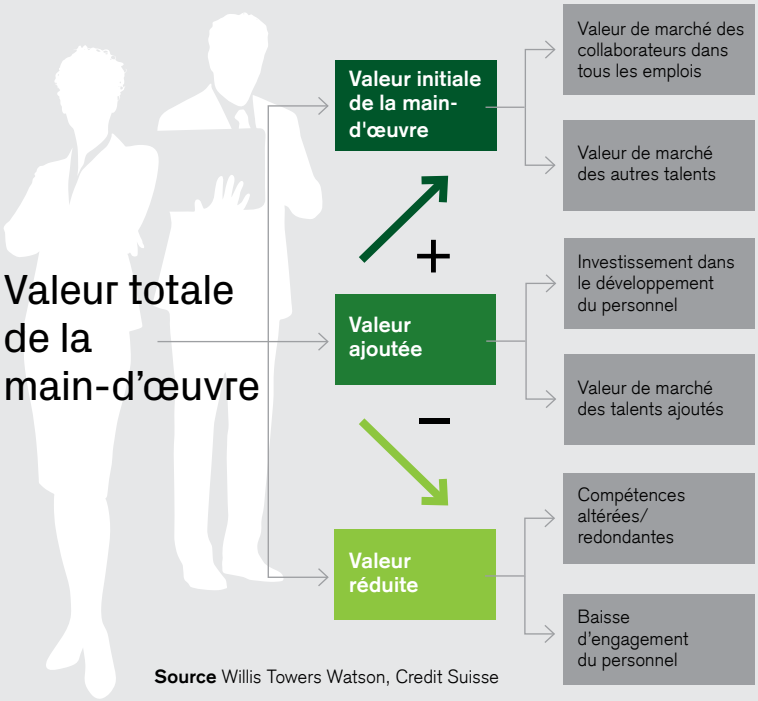
Évolution des modes de travail
Avec la généralisation du télétravail, le COVID-19 a transformé notre manière de travailler. Les employés apprécient cette flexibilité. Ils sont 75% à souhaiter un modèle hybride (enquête Adecco) et privilégient une répartition égale entre le bureau et le télétravail. Les générations, les pays et les modes de vie (avec ou sans enfant) n'ont aucune influence sur les résultats. Les entreprises se préparent donc au travail post-COVID-19 avec des modèles hybrides et des solutions innovantes comme le travail de proximité (louer des bureaux près du domicile des employés). Le télétravail n'est toutefois pas possible partout, notamment dans l'alimentaire, le transport et le commerce, qui emploient surtout des personnes jeunes et peu rémunérées, qui ne pourront pas en bénéficier[6].

Selon une enquête de McKinsey, la pandémie a accéléré d'autres tendances comme l'automatisation et la numérisation du monde du travail et le recours aux prestataires et aux plates-formes. Une entreprise de robotique a affirmé que ses clients e-commerce ont augmenté le volume traité par ses robots de picking de 244% en glissement annuel au quatrième trimestre 2020[7]. Remplacés par la technologie, les travailleurs doivent se concentrer sur leur reconversion pour rester employables, un secteur porteur de croissance économique.

Le scénario principal du Forum économique mondial prévoit que les investissements dans la reconversion et la montée en compétences amélioreront la productivité mondiale de 3% en moyenne, avec une hausse du PIB mondial de 5000 milliards USD d'ici à 2030 et la création de plus de 4,5 millions d'emplois.

La bonne gestion des talents et du capital humain sera essentielle demain, nous en sommes convaincus. Selon un livre blanc du Forum économique mondial en partenariat avec Willis Towers Watson, les règles comptables actuelles n'incitent toutefois pas à investir dans le personnel, tant elles sont inadaptées et envoient de mauvais signaux.

Prix du marché des talents humains



Source Willis Towers Watson, Credit Suisse

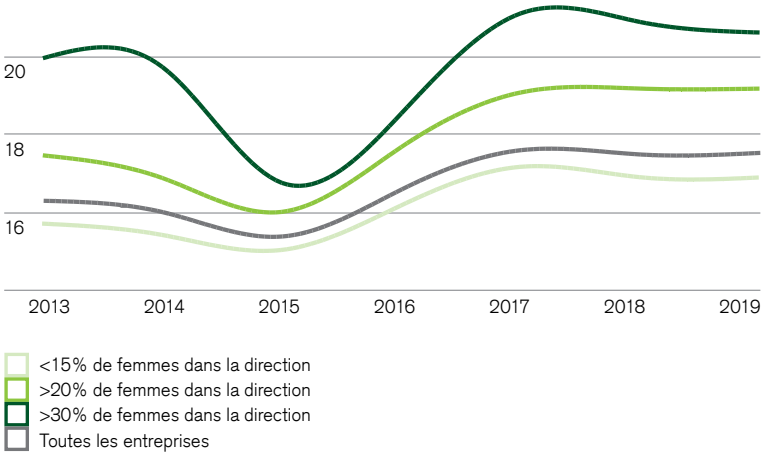
Le personnel devrait être vu comme un actif, et non comme une dépense. Par exemple, le coût d'une réduction de main-d'œuvre peut être vu comme une dépense exceptionnelle sans effet sur le bénéfice des activités principales, alors que les investissements dans le développement du personnel doivent être traités comme des charges et se répercutent sur le bénéfice.

Au contraire, si les investissements en formation et en développement étaient inscrits à l'actif du bilan et reconnus (tout en figurant comme des dépenses dans le compte de résultat), ils seraient vus comme une valeur et les entreprises seraient incitées à investir dans l'humain[8].

La diversité de genre est un autre levier pour tirer le meilleur des organisations (socialement et financièrement) et nous pensons que les investisseurs ne relâcheront pas la pression sur les entreprises pour mettre en place une stratégie de diversité de genre. Selon une étude de PWC, trois entreprises sur quatre estiment que la diversité est une priorité, mais un tiers y voient un frein à leur progression. Le rapport «CS Gender 3000» publié fin 2019 par le Credit Suisse Research Institute révèle une nette surperformance des entreprises qui emploient plus de femmes à des postes de direction, mais aussi une marge bénéficiaire plus élevée.

Femmes dans les directions: hausse des marges bénéficiaires depuis 2013

Marge EBITDA, hors finance (ajustée selon le secteur et le chiffre d'affaires, en %)



Source Credit Suisse Research Institute, The CS Gender 3000 in 2019: the changing face of companies, octobre 2019

Sécurité personnelle

La prévention avant tout
Nous avons déjà beaucoup écrit sur la colère des populations face à l'utilisation abusive des données personnelles, sur leur peur de la criminalité et de la violence, notamment au regard du terrorisme et des instabilités géopolitiques. Si nous restons convaincus de l'importance d'investir dans la cybersécurité et la sécurité nationale pour répondre à l'essentiel des problèmes, la pandémie et le risque climatique nous semblent rebattre les cartes.

La pandémie a révélé les défaillances mondiales en matière de diagnostics, de surveillance pandémique et de réponse. Une hausse des dépenses à moyen et long terme nous semble donc probable. L'indice Global Health Security (GHS), première évaluation globale du niveau de préparation des pays à une pandémie comme le COVID-19, illustre cet écart. Selon l'indice GHS d'octobre 2019, le score moyen global de l'indice n'atteignait que 40,2 sur 100 en termes de préparation à une pandémie ou à une épidémie.

Les risques sanitaires resteront importants après la pandémie et les investissements se poursuivront dans des innovations nécessaires (sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie) pour répondre aux principaux défis, comme l'antibiorésistance. Depuis leur découverte il y a 70 ans, les antibiotiques ont sauvé des centaines de millions de vies. Pourtant, chacune de leur utilisation crée un risque d'antibiorésistance et les médicaments peuvent vite devenir inefficaces. Si nous n'agissons pas, un rapport estime que le nombre de morts dû à l'antibiorésistance pourrait passer de 700 000 par an à 10 millions d'ici 2050. Une simulation de la Banque mondiale dans un scénario de forte résistance prévoit une chute du PIB mondial de 3,8% en 2050.

Par ailleurs, le COVID-19 pourrait entraîner une augmentation des dépenses de nettoyage et d'hygiène dans les bureaux et les lieux publics, comme les attentats du 11 septembre l'ont fait avec la sécurité. Par exemple, depuis le 6 mai 2020, New York arrête son système de métro chaque nuit pour le désinfecter (le service nocturne redémarre progressivement depuis février 2021). Ventilation et purification de l'air doivent également être améliorées, car le virus se diffuse en intérieur par des particules en suspension. Selon un

fabricant de systèmes de ventilation, cet intérêt pour la qualité de l'air intérieur créera un marché de 10 à 15 milliards USD avec une croissance annuelle à deux chiffres[9].

Le COVID-19 a également mis en lumière le risque de perte extrême et le besoin de renforcer la protection contre les événements exceptionnels (pandémies et autres catastrophes). Le risque de catastrophes naturelles, comme le tsunami de 2011 au Japon, qui a fait 16 000 morts et coûté 360 milliards USD, est réel[10]. Un séisme en Californie du Sud pourrait coûter des centaines de milliards USD. L'Institut d'études géologiques des États-Unis estime justement la probabilité d'un séisme de magnitude 7,5 à 31% à Los Angeles d'ici 30 ans et à 20% à San Francisco. Le risque d'éruption solaire, l'un des événements les plus puissants du système solaire, est également à prendre en compte. Ces tempêtes durent généralement quelques minutes à quelques heures, mais les effets d'une tempête électromagnétique peuvent perdurer plusieurs jours, voire semaines dans l'atmosphère terrestre selon la NASA. La coupure du réseau électrique Hydro-Québec provoquée en 1989 par la panne d'un transformateur (due à des courants géomagnétiques) est un exemple des conséquences potentielles de ces événements. Cette coupure s'est soldée par une panne d'électricité de plus de 9 heures pour plus de 6 millions de personnes.

Après leur impréparation pour le COVID-19, les États et les entreprises vont se préparer à de futurs événements en se concentrant sur la résilience. Récemment, un blizzard a privé d'électricité plus de 4,5 millions de foyers et d'entreprises, démontrant combien les infrastructures de base doivent être résilientes. Les sociétés d'infrastructures et de biens d'investissement ont une carte à jouer.

Enfin, la convergence entre les évolutions biotechnologiques récentes et d'autres nouvelles technologies est prometteuse, mais porte aussi des risques d'abus. Les progrès technologiques en matière de fabrication additive, d'intelligence artificielle et de robotique pourraient notamment faciliter la conception et la production d'armes biologiques ainsi que leur livraison[11]. La prise en compte de ces risques pourrait relever les dépenses liées à leur prévention.

Infrastructure

Jens Zimmermann
Senior Equity Analyst,
Energy & Utilities
Follow Jens on LinkedIn

L'objectif de développement durable n° 9 des Nations Unies vise à bâtir des infrastructures durables et solides pour favoriser le développement économique. Alors que le monde s'extirpe de la pandémie de COVID-19, nous anticipons un redoublement d'efforts de la part des pays développés et émergents afin d'atteindre cet objectif et de renforcer les piliers de leur économie par la modernisation des systèmes de transport, d'énergie et de télécommunications. Des mesures sont également engagées pour construire des infrastructures permettant de réduire les risques liés aux phénomènes météorologiques extrêmes et remplacer les infrastructures de transport vieillissantes qui présentent des risques pour la sécurité.

Résumé: acteurs à surveiller

Alors que le monde sort peu à peu de la pandémie, les pays développés et émergents s'efforcent d'investir dans des infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications durables.

Aux États-Unis, la stimulation des dépenses d'infrastructures en faveur des systèmes de transport, des réseaux 5G et des bâtiments écologiques et intelligents soutient les sociétés de construction et les exploitants d'infrastructures.

Des politiques de réduction des émissions de CO_2 ambitieuses doperont les investissements mondiaux dans les infrastructures de production d'énergies renouvelables et de réseau électrique, ce qui bénéficiera aux gestionnaires de réseau et distributeurs d'énergies renouvelables.

Les sociétés d'infrastructures télécoms tirent parti de la consolidation du marché européen des tours mobiles et de l'externalisation des centres de données à des data centers multi-locataires.

La voie de la durabilité

Les dépenses d'infrastructures sont un élément clé des plans de relance budgétaire lancés aux quatre coins de la planète face à la récession post-COVID-19. Les gouvernements entendent désormais amplifier leur soutien aux investissements dans ce domaine, en vue d'une économie plus verte, et mettre en place des infrastructures résilientes à l'impact du changement climatique. La récente vague de froid qui s'est abattue sur le Texas, privant des millions de foyers d'électricité, illustre à quel point les conditions météorologiques extrêmes peuvent compromettre les infrastructures essentielles.

Aux États-Unis, le président Joe Biden a dévoilé un programme en faveur des infrastructures se chiffrant à 2300 milliards USD, venant s'ajouter au plan de relance post-COVID de 1900 milliards USD. Cette enveloppe en faveur des insfrastructures comporte quelque 700 milliards USD pour des initiatives vertes liées aux infrastructures pour les véhicules électriques, aux réseaux électriques, aux bâtiments à faible consommation énergétique, aux technologies vertes et à la production d'énergie propre.

Le fonds de relance de l'Union européenne (UE) de 750 milliards EUR doit, au-delà du soutien apporté aux secteurs en difficulté, jeter les bases d'économies plus vertes, plus numériques et plus résilientes. La Chine a déjà engagé un vaste plan de relance similaire qui lui a permis de renouer avec la croissance dès le deuxième trimestre 2020. Par ailleurs, son engagement à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060 signale un virage majeur en faveur des investissements d'infrastructures pour le 14e plan quinquennal du pays (2021–2025).

Des infrastructures solides améliorent la fiabilité des services, allongent la durée de vie des biens et protègent les rendements des investisseurs. Les constructions résistantes au climat peuvent impliquer des mesures de gestion (p. ex. modifier les calendriers de maintenance) et des mesures structurelles (p. ex. relever la hauteur des ponts face à l'élévation du niveau de la mer). En outre, les infrastructures vétustes par manque d'investissement et d'entretien représentent un grave danger et freinent la croissance économique.

Transports

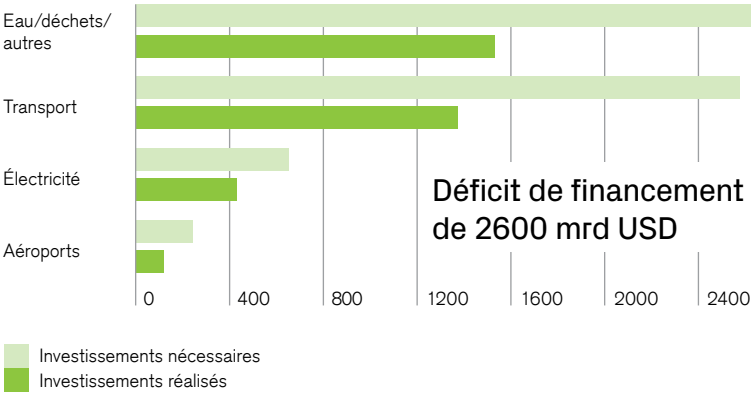
Une mobilité à l'épreuve du climat
2020 a été une année noire pour les entreprises d'infrastructures, notamment dans le secteur des transports, ébranlé par les confinements liés à la pandémie. Tandis que les exploitants ferroviaires ont déjà bénéficié d'une solide reprise l'an passé pendant les perturbations en matière de voyages liées au COVID-19, les exploitants de routes à péage et d'aéroports peinent à remonter la pente face à l'effondrement de la demande. Le lancement des campagnes de vaccination laisse toutefois entrevoir une reprise pour ces sociétés en 2021. La demande devrait en effet rebondir une fois que la proportion de personnes vaccinées sera largement supérieure au nombre de nouvelles contaminations.

Avec la pandémie, les investissements nécessaires dans les infrastructures de transport ont de nouveau été reportés. À long terme, le sous-financement chronique de ces infrastructures – un enjeu de sécurité publique – impacte la croissance économique, l'emploi et la compétitivité des pays. Selon les estimations de l'American Society of Civil Engineers (ASCE), le déficit d'investissement dans les infrastructures de transport américaines atteindra plus de 1200 milliards USD d'ici à 2029 et 2500 milliards USD d'ici à 2039.

La planification des constructions d'infrastructures de transport doit à l'avenir davantage intégrer l'impact physique du changement climatique. Par exemple, l'UE a défini des normes de construction et de conception pour renforcer la résilience de l'infrastructure routière dans le cadre du projet ROADAPT («Roads for today adapted for tomorrow»). Un réseau de transport «climato-résilient» tient compte d'aspects climatiques tels que les changements de température (ramollissement des revêtements routiers, gel des rails), l'élévation du niveau de la mer (inondation des routes côtières, infrastructures ferroviaires et portuaires) et l'évolution du régime des tempêtes (dommages aux ponts et aéroports, perturbations).

En modélisant l'impact d'une crue majeure de la Seine à Paris, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé que 30% à 55% des dommages directs concerneraient les actifs d'infrastructures, tandis que 35% à 85% des pertes économiques seraient liées aux perturbations des services de

2020–2029: besoins en infrastructures par secteur aux États-Unis
(en mrd USD)



Source American Society of Civil Engineers, Credit Suisse

transport et de fourniture d'électricité plutôt qu'à la crue elle-même. Ainsi, des infrastructures de transport résilientes permettront de réduire à la fois les pertes directes dues aux événements climatiques et les coûts indirects liés aux perturbations des réseaux.

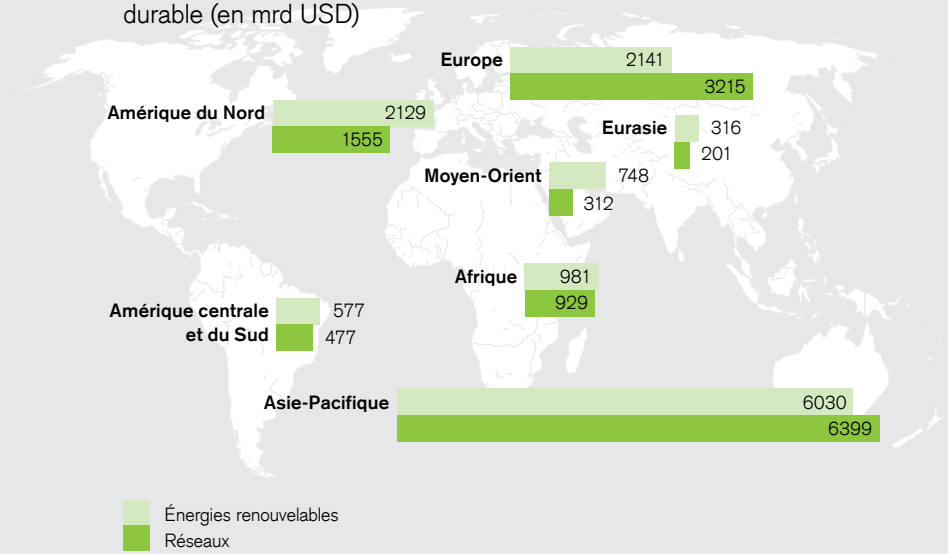
Énergie et eau

Plus intelligent et plus propre
Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les émissions de CO_2 liées à la production énergétique doivent baisser de 77% d'ici à 2040 pour que les gouvernements puissent atteindre les objectifs ambitieux de réduction des émissions fixés dans l'Accord de Paris. Les investissements en infrastructures durables dans le secteur de l'énergie ciblent désormais le développement rapide des capacités de production d'énergie renouvelable. Toujours selon l'AIE, près de 12 900 milliards USD doivent être injectés à l'échelle mondiale entre 2020 et 2040 pour financer la croissance nécessaire de l'infrastructure dans ce domaine. En comparaison, 1200 et 1300 milliards USD seront nécessaires pour étendre respectivement les capacités de production d'énergie nucléaire et le parc thermique à combustible fossile (gaz principalement).

Les investissements dans les réseaux électriques pour améliorer l'efficacité et la connectivité des réseaux de transmission doivent augmenter au même rythme, car les réseaux électriques devront devenir plus intelligents et mieux connectés en prévision de l'intégration d'une part croissante d'énergie solaire et éolienne intermittente. Selon les estimations de l'AIE, 13 000 milliards USD doivent être investis à l'échelle mondiale dans les infrastructures de réseau entre 2020 et 2040, dont près de 50% en Asie-Pacifique, 25% en Europe et 9% en Amérique du Nord.

La construction de réseaux à très haute tension deviendra essentielle pour connecter les réseaux électriques sur de très longues distances et acheminer l'énergie renouvelable de son lieu de production jusqu'au lieu de consommation. Les lignes ultra-haute tension déployées en Chine relient déjà l'Ouest à l'Est du pays et des projets visent à les étendre au-delà des frontières vers le Japon et la Russie. De même, le projet Desertec prévoit d'exporter l'énergie solaire produite au

Vers la réduction des émissions de CO_2
Total des investissements dans les énergies renouvelables et les réseaux entre 2020 et 2040 selon le Scénario de développement durable (en mrd USD)



Source Agence internationale de l'énergie (World Energy Outlook 2020), Credit Suisse

Sahara vers les marchés européens via des câbles sous-marins haute-tension. En outre, l'UE envisage une «route de la soie électrique» qui connecterait le Nord-Ouest de la Chine – région propice aux énergies renouvelables – à l'Europe grâce à un réseau haute-tension s'étendant sur 5000 km.

Le transport de l'eau constitue également un défi, le volume de pertes en eau sur le réseau de distribution pouvant atteindre 50% dans certaines villes. Ainsi, la rénovation des canalisations d'eau existantes est tout aussi importante que la construction de nouvelles infrastructures énergétiques. Selon les estimations de l'OCDE, 5600 milliards USD devront être investis dans le monde entre 2020 et 2040 afin d'améliorer les infrastructures hydrauliques, soit un peu moins que l'enveloppe requise pour les réseaux électriques.

Smart city

La neutralité carbone: un objectif également pour les bâtiments
Outre la performance du réseau de transport, l'efficacité de l'infrastructure des bâtiments est devenue l'axe prioritaire des villes en expansion. Sachant que les mégalopoles ont une forte empreinte carbone et qu'une part croissante des émissions est liée au secteur du bâtiment, la construction et la rénovation des bâtiments dans les grandes villes doivent devenir plus intelligentes et durables afin d'apporter une contribution tangible aux efforts mondiaux de réduction des émissions.

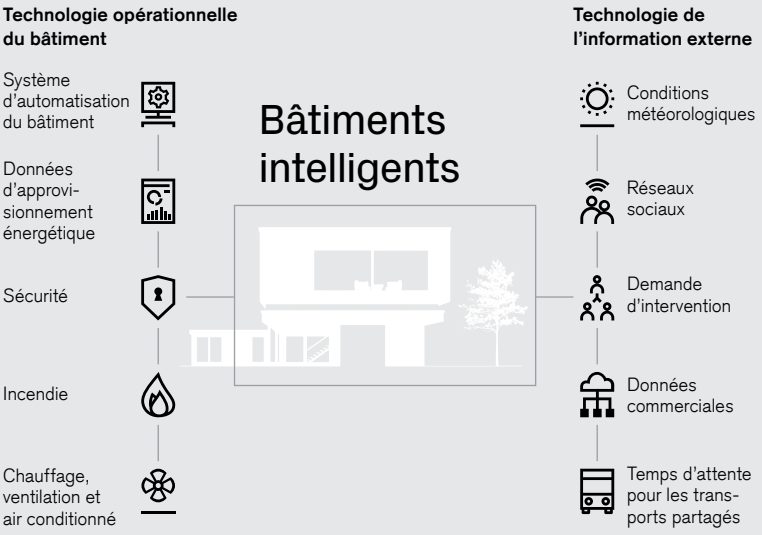
Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, le World Green Building Council estime que les nouveaux bâtiments devront afficher un bilan carbone «net zéro» d'ici à 2030, et 100% des bâtiments d'ici à 2050. Bien que peu d'immeubles soient aujourd'hui neutres en carbone, la volonté politique sur ce front est forte.

Les solutions de construction durable peuvent également offrir des rendements intéressants: la construction de bâtiments neutres en carbone implique un investissement initial plus élevé en contrepartie de coûts d'exploitation plus faibles sur le cycle de vie du projet.

L'industrie du bâtiment étant source d'emplois, la construction et la rénovation d'immeubles devraient selon nous bénéficier de solides mesures de soutien budgétaires, les décideurs politiques faisant ainsi d'une pierre deux coups: soutenir la reprise économique post-pandémie tout en réduisant la demande énergétique ainsi que les émissions de CO_2.

Les bâtiments intelligents utilisent le big data et l'Internet des objets (IdO) pour exploiter leurs systèmes d'automatisation, qui contrôlent simultanément le chauffage et l'éclairage éco-énergétiques, les accès et la sécurité ainsi que les ascenseurs et les escaliers roulants. Partant, l'infrastructure des bâtiments intelligents est aussi synonyme d'urbanisme plus résilient en termes climatiques. En effet, ces bâtiments gèrent mieux les besoins de climatisation ou de chauffage en cas de changement de température et améliorent la sécurité des systèmes face à la mutation des régimes de tempêtes.

Construire pour l'avenir



Source Johnson Controls, Credit Suisse

Alors que les bâtiments gagnent en intelligence via les systèmes automatisés, la gestion des déchets recourra à l'intelligence artificielle pour optimiser le processus de recyclage. Les machines sont déjà capables de trier les articles prêts à être recyclés, mais pas de décomposer les produits. Toutefois, des gadgets tels que les smartphones et les tablettes, mais aussi des voitures électriques venant peu à peu s'ajouter à la liste des déchets, l'importance du tri ira croissant. L'utilisation des robots pour la récupération des matières premières de valeur – or, argent, platine, cobalt, etc. – dans les déchets électroniques devrait se généraliser.

Infrastructure télécom

Les données constituent un vrai défi
Pendant la crise du COVID-19, le trafic et le stockage des données sur Internet ont connu une hausse exponentielle, compte tenu de la généralisation de la vidéoconférence et de l'e-learning. Même après la pandémie, le potentiel de croissance pour les fournisseurs de data centers ne devrait pas faiblir, pour deux raisons: premièrement, portées par un objectif de réduction des coûts pendant la récession post-COVID, nombre d'entreprises ont fermé leur propre centre de données pour se tourner vers le cloud public ou les data centers multi-locataires (MTDC). Deuxièmement, les leaders du cloud tels qu'Amazon et Microsoft ont enregistré une explosion de la demande de services cloud pour des applications comme Zoom, les jeux en ligne et d'autres produits à forte consommation de bande passante, ce qui les a forcés à accélérer leurs plans d'expansion.

En conséquence, ces acteurs ont déjà externalisé environ 50% de la surface de leur centre de données à des MTDC. Au vu de l'ampleur prise par ces MTDC et de l'incapacité des fournisseurs de services cloud à faire face à la progression de la demande, nous estimons que la surface de centres de données externalisée aux MTDC devrait atteindre 60% dans les prochaines années.

Alors que le déploiement de la 5G sans fil devrait encore durer cinq ans, selon nos estimations, l'adoption de la 5G devrait sensiblement accroître le trafic sur les réseaux sans fil dans le monde. Par conséquent, lorsque les opérateurs télécoms développeront leur couverture 5G, les exploitants de tours télécoms bénéficieront de l'adoption du standard 5G, notamment en Europe et en Amérique du Nord, régions qui selon nous enregistreront le plus fort taux de pénétration de la 5G mobile.

Principale différence entre les deux régions: aux États-Unis, les exploitants de tours indépendants jouent déjà un rôle bien plus important qu'en Europe, car les opérateurs télécoms américains louent depuis longtemps les tours à de tels exploitants. Ces derniers possèdent déjà environ 90% des tours aux États-Unis, tandis qu'en Europe, moins de la moitié est détenue par des exploitants indépendants ou liés à un opérateur (filiales d'opérateurs télécoms).

Le marché européen des tours de réseaux mobiles est donc moins mature que son homologue américain. Nous anticipons une multiplication des cessions de ces infrastructures, les opérateurs européens vendant leurs tours à des entreprises indépendantes pour obtenir du cash et réduire leurs dettes. La consolidation à l'œuvre sur le marché européen des tours télécoms offre un potentiel de croissance pour les grands exploitants indépendants en Europe, mais aussi pour les acteurs américains, qui devraient selon nous adopter une stratégie plus agressive sur ce marché au cours des cinq prochaines années.

Technologie

Uwe Neumann
Senior Equity Analyst,
Technology & Telecom
Follow Uwe on LinkedIn

La pandémie de COVID-19 a accéléré la transformation numérique. Elle a notamment conduit à l'apparition d'un nouveau secteur «sans contact», générateur de nouvelles perspectives que nous saisissons dans ce Supertrend. À l'avenir, nous prévoyons que les produits et services numériques continueront de figurer parmi les priorités des consommateurs et des entreprises. En parallèle, l'anticipation d'un solide cycle de remplacement des smartphones 5G, de nouveaux investissements dans les réseaux 5G et les centres de données, ainsi que des entreprises de plus en plus orientées vers le cloud restent des facteurs de soutien pour notre Supertrend.

Résumé: acteurs à surveiller

Les entreprises de logiciels, de services IT et de plates-formes qui sous-tendent le secteur sans contact et permettent les paiements numériques, l'intelligence artificielle, la réalité virtuelle, la réalité augmentée et les processus d'automatisation de l'industrie.

Les entreprises très exposées au déploiement des réseaux/appareils 5G qui devraient accélérer l'adoption des applications de réalité virtuelle/réalité augmentée. Les entreprises qui accroissent l'efficience par l'utilisation de la réalité virtuelle/réalité augmentée.

Les fournisseurs de solutions et de services d'intelligence artificielle destinés à des domaines aussi variés que les soins de santé et l'éducation, par exemple.

Les entreprises axées sur les solutions d'automatisation industrielle et la fabrication de robots collaboratifs. Les fournisseurs de technologies quantiques.

Les entreprises du domaine de la santé qui utilisent la technologie numérique et les analyses de big data pour améliorer les dianostics, les thérapies, le séquençage, la technologie ARNm, la fourniture de soins et les appareils médicaux.

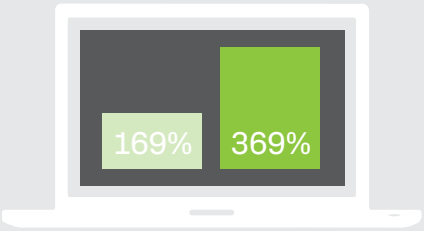
Numérisation

Une technologie toujours plus sans contact
La transformation numérique a débuté longtemps avant la pandémie de COVID-19, mais elle a reçu un coup d'accélérateur dans le contexte de la crise. La société d'étude Statista prévoit des investissements directs dans la transformation numérique d'un montant total de 6800 milliards USD entre 2020 et 2023, supposant une accélération des dépenses de 1300 milliards USD en 2020 à 2300 milliards USD en 2023. Statista s'attend à ce que 65% du produit intérieur brut mondial soit numérisé d'ici 2022. De fait, la pandémie a conduit à une importante accélération des visites médicales virtuelles, des téléchargements d'applications, de l'utilisation de jeux numériques ainsi que de l'ouverture de nouveaux moyens de collaboration et d'éducation numériques. Le passage au télétravail a augmenté la demande pour de nouvelles applications pour entreprises et infrastructures de contrôle à distance. Les entreprises se sont rendues compte que quand elles déplacent leurs infrastructures vers le cloud, elles peuvent mieux gérer la collaboration entre leurs employés. Outre la transformation numérique, un cycle de remplacement des smartphones 5G, la poursuite d'investissements dans les réseaux 5G, l'edge computing, l'infrastructure de centres de données ainsi qu'une accélération des entreprises vers le cloud restent les principales tendances de croissance structurelle en faveur de la numérisation.

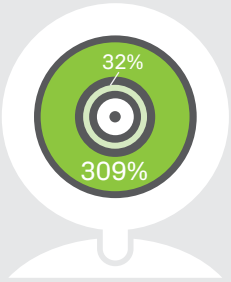
La suppression des interactions physiques dans notre communication, dans nos vies et dans nos environnements de travail a probablement été le changement le plus drastique apporté par la pandémie. Elle a réorienté notre réflexion sur notre manière d'utiliser les outils de communication. Dans ce contexte, les interfaces utilisateur sans contact, les multi-dispositifs interconnectés et les applications ont permis plus d'interactions via les assistants vocaux. En outre, la fonctionnalité d'authentification biométrique reposant sur la reconnaissance vocale ou visuelle permet de fournir des prestations personnalisées pour les utilisateurs au travail ou dans la vie quotidienne. Alors que ceci était déjà possible avant la pandémie, l'adoption d'une telle technologie a augmenté de manière significative ces derniers mois. La reconnaissance faciale, l'analyse émotionnelle ou la reconnaissance optique des caractères sont des technologies de vision par ordinateur qui améliorent les interfaces utilisateur «sans contact». Le recours à ces dernières augmente, ce qui devrait créer une demande importante pour les logiciels d'intelligence artificielle, les capteurs, les semi-conducteurs intelligents et d'autres matériels.

COVID-19: comment la crise stimule le secteur informatique

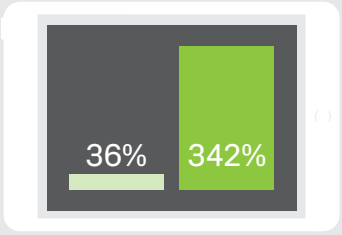
Mars 2020
Décembre 2020



Zoom vidéo
Croissance du chiffre d'affaires total (en % en glissement annuel)



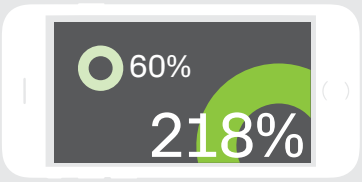
Webcams d'ordinateurs
Croissance du chiffre d'affaires (en %)



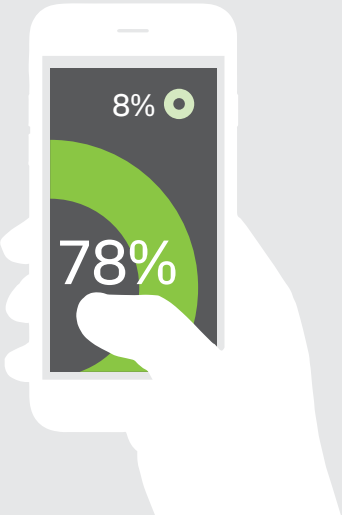
Tablettes et autres accessoires
Croissance du chiffre d'affaires (en %)

Ventes au détail du e-commerce

Collaboration vidéo
Croissance du chiffre d'affaires (en %)



Jeux
Croissance du chiffre d'affaires (en %)



Source Rapports d'entreprise, Bureau américain du recensement via FRED, Credit Suisse

L'e-commerce mondial a enregistré une forte croissance ces dernières années, favorisant les entreprises de paiements (reposant sur des logiciels). Avec l'essor de l'e-commerce, accéléré par la pandémie, les exigences ont commencé à changer. Les nouveaux arrivants et les acteurs en place ont développé de nouvelles possibilités de paiement numérique à distance, avec PayPal, par exemple, qui est devenu le leader des services de paiement en ligne. Du côté client, des solutions innovantes ont été développées, comme les portefeuilles numériques et les applications de paiement de pair à pair (P2P), qui reflètent les préférences des consommateurs pour la commodité (pas de maniement d'espèces) et la vitesse (paiements plus rapides), et sont facilitées par la pénétration croissante des smartphones et des applications Internet mobiles.

Réalité virtuelle

La croissance de la RA/RV sous de bons auspices
La crise du COVID-19 et le déploiement des réseaux mobiles 5G ont sensiblement amélioré les perspectives du marché de la réalité augmentée (RA) et de la réalité virtuelle (RV). Les services sans contact, que la technologie de RA peut favoriser, sont un secteur qui a particulièrement bénéficié du contexte de pandémie. Ils permettent à l'informatique de toucher le monde réel avec une couche numérique, rendant par exemple possible la collaboration à distance. Les réseaux de communication 5G, avec leur large spectre et leur capacité de téléchargement rapide avec une faible latence, offrent la puissance nécessaire à la gestion des données qui devrait conduire à la percée de la technologie de RV et de RA (désormais appelée RX = réalité étendue) pour le marché de masse.

Les confinements dus au COVID-19 ont contraint les entreprises à élaborer des solutions créatives de continuité de l'activité. La société néerlandaise ASML fournit un exemple intéressant. Quelque 30% de son activité concerne des services de maintenance pour ses machines d'équipement pour les semi-conducteurs. Généralement, les ingénieurs voyagent en Asie pour fournir un tel soutien directement aux équipes locales. Compte tenu des interdictions de voyage relatives au COVID-19, ASML a décidé de fournir ce soutien depuis Eindhoven à l'aide d'un logiciel de RA/RV. Selon la société, le succès

a été tel que la direction a décidé de maintenir cette prestation après la pandémie. Autre exemple, un chirurgien du Hospital for Special Surgery (Hôpital de chirurgie spéciale) de New York a effectué en décembre 2020 la première opération de remplacement du genou aux États-Unis à l'aide de NextAR, la plate-forme de réalité augmentée dans le cloud de Medacta, qui a généré des modèles 3D du genou et déterminé des questions telles que la quantité d'os à enlever et le placement optimal de l'implant. Tandis que nous nous attendons à ce que ces innovations soient toujours plus adoptées, nous pensons également qu'en plus de la nécessité accrue et de l'acceptation de l'utilisation de la RX, le déploiement des réseaux mobiles 5G et les investissements dans l'edge computing offrent le prérequis technologique au développement des services de RX. La taille du marché des matériels et logiciels de RX reste modeste et les prévisions de croissance demeurent modérées. Cependant, la croissance du marché de la RX pourrait s'accélérer à partir de 2021 étant donné les signaux perçus dans de grandes sociétés comme Facebook.

Selon une récente évolution, Facebook a souligné dans ses résultats du quatrième trimestre investir de façon substantielle dans la «nouvelle plate-forme informatique» de RA/RV, désignant Apple comme son plus grand concurrent à l'avenir. Ces rivalités sont selon nous positives pour les consommateurs car elles devraient stimuler le développement de produits de première qualité.

Intelligence artificielle

Le COVID-19 et les ODD favorisent l'intelligence artificielle
À mesure que la pandémie de COVID-19 se propageait dans le monde, les scientifiques devaient trouver des réponses aux trois questions clés: qu'est-ce qui cause la maladie? Comment diagnostiquer les patients (symptômes)? Comment trouver un traitement et un vaccin? Avec des millions de patients hospitalisés, utiliser leurs antécédents médicaux et leurs données pour trouver des réponses pertinentes à ces questions fut une tâche titanesque. Mais grâce à l'évolution de l'IA, les experts médicaux ont été en mesure d'analyser ces données non seulement pour étudier les origines de la maladie, mais aussi pour développer des vaccins à une vitesse inouïe.

Les ressources offertes par l'IA comme l'apprentissage automatique et approfondi ont joué un rôle important dans l'identification des médicaments utiles dans le cas du COVID-19 et l'élaboration de vaccins à un rythme rapide, par exemple en aidant à étudier les protéines composant le virus ou à identifier les composantes peu susceptibles de muter. Un autre domaine porté par la pandémie a été la collaboration vidéo. Avaya, spécialiste des plates-formes de communication, a intégré des solutions cloud d'IA de NVIDIA afin d'améliorer ses capacités de collaboration, tels que les transcriptions en temps réel, la suppression de bruits de fond, des fonds verts virtuels et des fonctionnalités de présentation améliorées. La formation et l'éducation en ligne ont aussi profité de la pandémie, et «l'enseignant sous forme d'algorithme IA» est de plus en plus une option dans les plates-formes de sociétés telles que TAL Education, 2U ou Byju.

Amazon Web Services a lancé un site Internet reposant sur l'apprentissage automatique, qui aide les chercheurs à accéder à plus de 50 000 documents de recherche liés au COVID-19, grâce à des questions en langage naturel. L'IA est également toujours plus vue comme une solution afin d'aider à atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU, par exemple en optimisant la production énergétique.

IDC prévoit que le chiffre d'affaires du marché de l'IA, comprenant les logiciels, les matériels et les services, aura atteint 156,5 milliards USD en 2020, soit une hausse de 12,3% en glissement annuel. IDC prévoit aussi que le chiffre d'affaires d'ici 2024 aura dépassé 300 milliards USD, ce qui implique un taux de croissance annuel moyen de 17,0% sur cinq ans. Les logiciels devraient représenter la part du lion (environ 80%) de ce chiffre d'affaires et la majeure partie des revenus devrait provenir des applications d'IA.

Les États-Unis, la Chine et l'Europe sont en concurrence pour devenir la nation la plus avancée en matière d'IA. Selon un rapport de 2019 du Center for Data Innovation basé aux États-Unis, la Chine est en tête en termes de nombre d'entreprises ayant adopté ou pilotant des services et applications d'IA (p. ex. conduite autonome, applications d'apprentissage naturel des langues).

Technologies 4.0

Informatique quantique et jumeaux numériques
La pandémie a perturbé presque tous les domaines de la vie, y compris l'industrie. Le travail à fort coefficient de main d'œuvre a été affecté dans un contexte de manque temporaire de travailleurs durant l'augmentation des infections au COVID-19, plaidant en faveur de l'automatisation industrielle et du déploiement de robots collaboratifs («cobots»). De nombreux constructeurs de robots comme Fanuc ou Quanta Computer s'attendent à ce que la demande augmente en 2021 et prévoient d'accroître la production. Nous nous attendons aussi à ce que de nouvelles technologies gagnent du terrain, comme l'informatique quantique. Une fois développés, des modèles d'ordinateur quantique de haute puissance auront le potentiel de devenir l'un des exemples les plus perturbateurs des technologies de la quatrième révolution industrielle. Mais il reste du chemin à parcourir.

Les ordinateurs quantiques de l'avenir devraient être capables de simuler les interactions de composants au sein de systèmes de matériel complexes de manière plus précise et en calculant de manière globale les charges de système, les chemins de charge, le bruit et la vibration. Cette analyse intégrée globale peut optimiser la fabrication de composants individuels dans le contexte général du système, en réduisant l'incidence cumulée de plusieurs marges de sécurité individuelles et en améliorant le coût sans sacrifier la performance d'ensemble du système.

La construction d'avions domine dans ce domaine, car l'informatique quantique devrait créer un changement de paradigme radical dans la manière dont les avions sont construits et pilotés. Par exemple, Airbus vise à devenir un pionnier des technologies quantiques pour améliorer ses produits et services et résoudre les défis aéronautiques les plus complexes. Des partenariats entre des sociétés industrielles et technologiques comme Microsoft, Alphabet et IBM devraient contribuer à favoriser l'adoption de l'informatique quantique.

Dans l'industrie manufacturière, le concept de jumeau numérique est en train d'être largement adopté. GE le définit comme une représentation logicielle d'actifs et de processus qui sont utilisés pour comprendre, prédire et optimiser la performance, afin d'obtenir un meilleur résultat commercial. Selon nous, son utilisation joue un rôle crucial dans la modélisation des informations du bâtiment (BIM) dans un contexte de stimulation de la relance verte et de technologies

permettant la construction de bâtiments plus efficaces. Nous observons que le recours croissant à la modélisation des informations du bâtiment en 5D (trois dimensions physiques plus la budgétisation et la planification) débouche sur des progiciels de gestion du cycle de vie du bâtiment à part entière, analogue à ceux en gestion du cycle de vie des produits industriels. Selon une enquête de Gartner, 18% des sociétés mettant en œuvre l'Internet des objets (IdO) ont déjà mis en place des jumeaux numériques, et 70% en utilisaient ou prévoyaient de le faire d'ici octobre 2021. Par conséquent, 88% des sociétés mettant en œuvre l'IdO devraient avoir déployé des jumeaux numériques en l'espace d'un an.

Technologies de la santé

Le COVID-19 a propulsé les innovations en technologie de la santé, faisant passer le chiffre d'affaires dans ce secteur de 350 milliards USD en 2019 à quelque 600 milliards USD (estimés) en 2024, selon McKinsey. Durant la pandémie, des sociétés comme Moderna ou BioNTech, qui se trouvent à la frontière de la biotechnologie, sont devenues célèbres pour le grand public. Le besoin imminent d'un vaccin a permis à ces sociétés, pour la première fois avec succès, de déployer la technologie de vaccin à ARNm. Compte tenu de la flexibilité de la plate-forme ARNm, nous estimons que la réussite des vaccins à ARNm est un bond en avant dans le développement de potentielles applications de la technologie de l'ARNm dans d'autres domaines thérapeutiques, par exemple la médecine régénératrice ou des vaccins contre le cancer personnalisés.

Un secteur quelque peu lié à ce domaine est celui de la médecine de précision, qui vise à fournir des traitements ciblés, voire spécifiques, à chaque patient. Roche est un pionnier dans cette nouvelle ère de la santé personnalisée avec le lancement début 2021 d'algorithmes d'analyse d'images utilisant l'IA pour définir le meilleur traitement pour les patients souffrant d'un cancer du sein. Concernant la détection du cancer, Thermo Fisher Scientific fait partie des sociétés développant des biopsies liquides, une technologie prometteuse (par rapport aux biopsies actuelles sous forme chirurgicales) afin de détecter de petites quantités de cellules cancéreuses et leurs résidus dans le flux sanguin du patient. Outre la plus grande commodité pour les patients par rapport à une biopsie chirurgicale, les biopsies liquides permettent de détecter un cancer plus précocement et de suivre la progression d'un cancer, comme ses mutations, au fil du temps. Vu le lien étroit entre le moment de la détection, le pronostic et la survie à long terme du patient en

oncologie, la technologie devrait aussi permettre d'apporter des changements majeurs aux résultats cliniques.

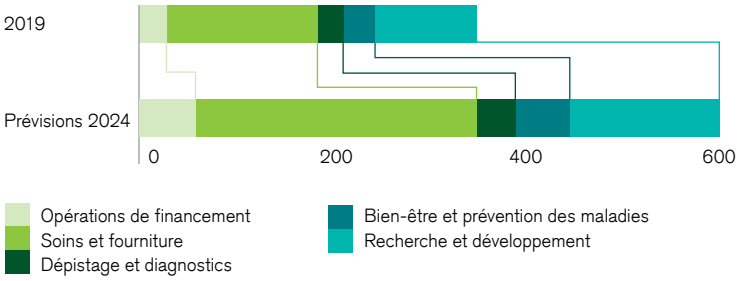
Par ailleurs, 2021 a vu des avancées dans la bio-impression. Par exemple, 3D Systems a fait des progrès significatifs dans le développement de systèmes de bio-impression de structures solides pour organes et de régénération de poumon humain, une étape importante pour l'impression de l'organe humain à l'avenir. En outre, des maladies comme le diabète, appelées à augmenter du fait du vieillissement de la population et des styles de vie, requièrent des thérapies non seulement pharmaceutiques mais aussi technologiques. L'intégration d'une surveillance continue de la glycémie et de pompes à insuline étant déjà une réalité, un pancréas artificiel semble à portée de main.

Tout au long de 2020, la télémédecine est restée un secteur florissant. Des leaders du marché comme Teladoc ou des sociétés récemment cotées comme Amwell gagnent en reconnaissance. À l'avenir, ce secteur devrait devenir encore plus accessible, la 5G et les chatbots d'IA facilitant une connectivité mondiale.

Le recours à des technologies portables s'accroît dans la santé. De grandes sociétés technologiques comme Amazon, Google et Apple développent des appareils ou des applications personnalisés. Amazon a aussi lancé sa plate-forme de pharmacie en ligne et Alibaba a levé 1,3 milliard USD pour développer son activité d'e-commerce pharmaceutique. Ainsi, on peut se demander si les sociétés technologiques ne vont pas finir par dominer le secteur de la santé.

Une croissance saine

Santé numérique à l'échelle mondiale, taille du marché (en mrd USD)



Source Healthtech in the fast lane: What is fueling investor excitement (McKinsey & Company). Décembre 2020, Credit Suisse

Économie des seniors

Lorenzo Biasio
Senior Equity Analyst,
Healthcare
Follow Lorenzo on LinkedIn

La pandémie a touché davantage les personnes âgées. Pour autant, la trajectoire démographique n'a pas changé fondamentalement. Notre Supertrend Économie des seniors se concentre sur le fait que la population mondiale des seniors devrait doubler pour atteindre plus de deux milliards en 2050. Si cette évolution crée de la demande, elle posera également des défis et appellera des solutions innovantes pour le marché de la santé, de l'assurance, de la consommation et de l'immobilier. La pandémie a accéléré l'adoption de ces solutions et technologies, devenues grand public.

Résumé: acteurs à surveiller

Les sociétés biopharmaceutiques, de technologie médicale et des sciences de la vie qui traitent les troubles affectant les personnes âgées avec des produits innovants, tels que l'immunothérapie ou les conjugués anticorps-médicaments.

Les prestataires et exploitants de logements pour seniors, les organismes de gestion de la santé et les opérateurs de télémédecine qui proposent aux patients les solutions les plus appropriées.

Les sociétés d'assurance-maladie et d'assurance-vie, les conseillers en gestion de patrimoine privé et les gestionnaires de fortune ayant un solide pouvoir de négociation des prix.

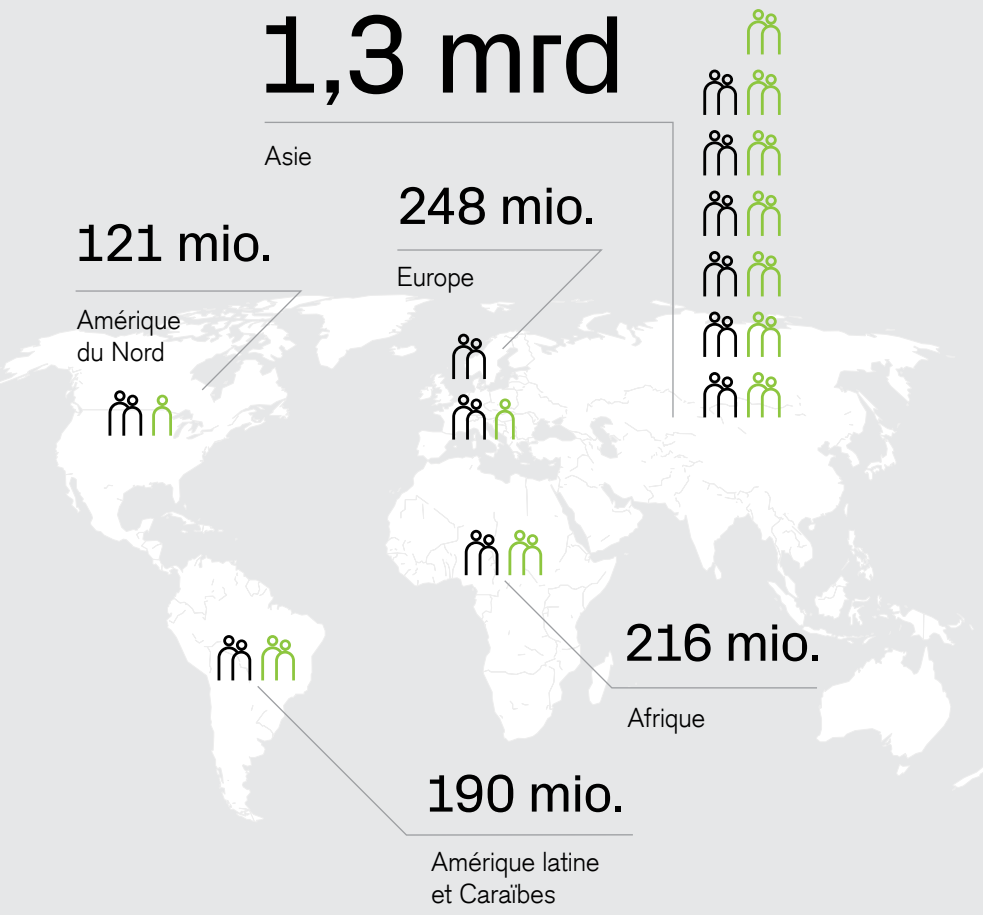
Les sociétés de biens de consommation axées sur les besoins de base et les souhaits spécifiques des seniors comme les sociétés de tourisme, les fabricants de produits de beauté, de verres correcteurs ou d'appareils auditifs.

Thérapies et moyens

L'innovation et la prévention sont décisives
La santé reste le secteur le plus concerné par le vieillissement de la population. L'incidence de nombreuses maladies chroniques augmente avec l'âge et les comorbidités (plusieurs maladies concomitantes) sont courantes. Pourtant, l'arrivée de vrais traitements pour modifier les maladies liées à l'âge les plus lourdes, comme certains cancers et la maladie d'Alzheimer, se fait toujours attendre. La montée en puissance des thérapies par anticorps, qui s'adaptent plus facilement au développement de traitements plus ciblés, est donc accueillie très favorablement, tout comme les nouveaux outils biotechnologiques tels que les thérapies par acide nucléique, les conjugués anticorps-médicaments ou encore les thérapies cellulaires et géniques. Ces technologies restent assez méconnues, mais le succès clinique de vaccins à ARNm (une thérapie par acide nucléique) dans la pandémie de COVID-19 souligne qu'il est important d'investir dans des technologies prometteuses à un stade très précoce, mais aussi qu'une technologie peut se démocratiser rapidement selon la situation. Vu la polyvalence de la technologie ARNm dans d'autres domaines, comme les maladies métaboliques et la médecine régénérative, et le potentiel des autres technologies évoquées, le secteur connaîtra de nombreuses innovations dans les prochaines années, ouvrant probablement de nouvelles perspectives pour certaines maladies.

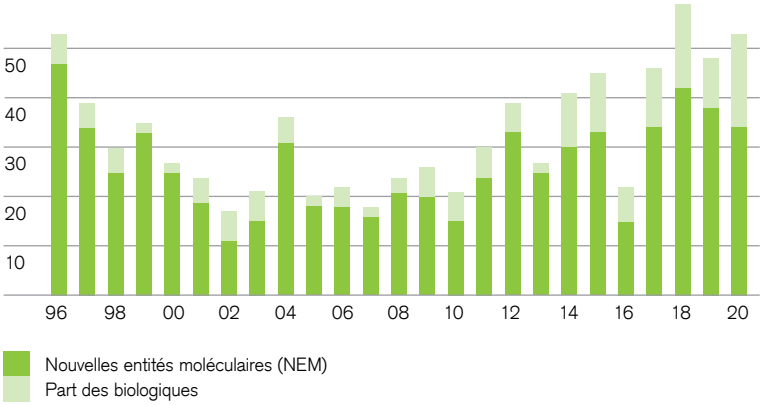
Toutefois, l'utilisation de ces innovations sur un nombre croissant de patients a un coût et celui-ci devrait continuer à s'accroître à un taux supérieur de plusieurs centaines de points de base à la croissance du produit intérieur brut (PIB) si l'on en croit la trajectoire historique. D'où un débat animé sur le coût de la santé et les besoins de solutions pour les contenir dans ce contexte démographique. Nous pensons que la technologie a ici un rôle important à jouer dans le domaine de la prévention, des diagnostics (précoces) et des traitements. La prévention reste la solution la plus économique. Mais lorsqu'elle n'est pas possible, l'expérience montre qu'un diagnostic précoce (grâce notamment aux progrès technologiques dans les biopsies liquides, qui utilisent le séquençage génétique, ou à l'imagerie médicale) améliore la survie du patient et réduit les coûts. Enfin, la technologie modifiera aussi les traitements avec des applications destinées tant aux médecins qu'aux patients.

Population âgée de plus de 60 ans en 2050



Source Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2020). «Perspectives de la population mondiale en 2020», édition en ligne. Rév. 1, variante avec une fécondité moyenne; Credit Suisse

L'innovation biopharmaceutique
Food and Drug Administration des États-Unis; nouveaux médicaments autorisés (en nombre)



Source FDA, Nature, Credit Suisse

Indépendamment des indications, du secteur thérapeutique ou de la nature des interventions (médicaments, maladies ou autres thérapies), il nous semble primordial de miser sur l'innovation créatrice de valeur, car elle seule confère un pouvoir de négociation aux sociétés pharmaceutiques, de biotechnologie et de technologie médicale face à la flambée du coût de la santé. Nous nous concentrons donc sur les entreprises qui ont su prouver leur capacité à innover ou qui utilisent les technologies mentionnées plus haut et/ou qui maîtrisent le mieux leurs coûts dans chaque région.

Soins et établissements

Réimaginer les soins aux seniors
Le vieillissement de la population, en association avec les maladies et les troubles liés à l'âge qui l'accompagnent, exige des soins appropriés et des établissements en mesure de les fournir. Aujourd'hui, les seniors mènent souvent une vie plus saine et plus active que les générations antérieures, conservant ainsi leur indépendance jusqu'à un âge avancé, un style de vie qu'ils privilégient le plus longtemps possible. C'est pourquoi les maisons de retraite uniformes d'hier ne satisferont plus à leurs exigences très diverses.

Les constructeurs et les exploitants de logements comme Korian dont l'offre intégrée couvre toute la gamme des services aux personnes âgées, de l'aide à l'autonomie aux habitats (seniors) partagés, en passant par les soins à domicile et les établissements de soins intensifs, joueront donc un rôle primordial à cet égard. Si les investisseurs externes prennent de plus en plus conscience des investissements nécessaires, nous privilégions toutefois les entreprises en place, qui connaissent les préférences sociétales locales, les exigences liées aux pathologies (pour les patients atteints de démence, par exemple) ainsi que les différents systèmes de prise en charge financière et peuvent adapter leurs concepts et leurs établissements aux besoins locaux.

Au-delà de l'infrastructure physique et à l'image de la généralisation des nouvelles technologies dans d'autres secteurs depuis la pandémie, les prestations de soins se numérisent de plus en plus, ce qui éveille l'intérêt des investisseurs. Fer de lance de la télémédecine, la société Teladoc a presque triplé ses visites médicales en un an pour atteindre 10,6 millions en 2020. Entre gain de temps, d'argent et de confort, nous pensons que les patients conserveront ces habitudes et que la demande de télémédecine restera forte, même après la pandémie.

Ce contexte nous semble fondamentalement favorable aux fournisseurs de services de télémédecine. Il attire toutefois d'autres entreprises: les organismes de gestion de la santé, dont le rôle sera essentiel dans le système de santé pour proposer aux patients les solutions les plus appropriées, devraient aussi bénéficier de la télémédecine en nouant un partenariat avec un acteur établi ou en montant leur propre plate-forme (si la taille de leur patientèle et de leur réseau le leur permet).

Enfin, si le champ d'application des téléconsultations est encore limité, de nouvelles avancées technologiques en matière de diagnostics pourraient ouvrir rapidement la voie à des usages plus complexes.

Assurances maladie et vie

La pandémie souligne l'importance des assurances
Nous le savons, les personnes âgées sont les plus touchées par la pandémie de COVID-19. Non seulement elles sont plus exposées aux formes graves, mais une note du Fonds monétaire international (FMI) indique que la pandémie, en détériorant le marché du travail, pourrait pousser plus de personnes vers une retraite anticipée, réduisant ainsi le niveau des pensions et renforçant le risque de pauvreté durant la vieillesse. Le FMI alerte aussi sur l'impact structurel de la pandémie pour les systèmes de prévoyance, entre hausse des invalidités et baisse des financements due à l'effritement de la base salariale et à la baisse temporaire des taux de cotisation. Du côté des actifs, la volatilité des marchés financiers pourrait peser sur le bilan des caisses de pension. Enfin, les vastes mesures de relance accroîtront la pression sur les finances publiques, affectant à long terme les systèmes financés ou garantis par les États. Autant de tendances qui renforcent notre conviction: les solutions de prévoyances privées sont de plus en plus importantes.

Pour l'heure, la pandémie a peu d'incidence sur les sociétés privées d'assurance-maladie. Dans les pays développés, les systèmes de santé publics (donc les contribuables) absorberont l'essentiel du coût du COVID-19, avec des différences locales. La pandémie aura toutefois probablement accru la conscience du risque de santé en général. Une étude du Swiss Re Institute va dans ce sens en évoquant une plus forte demande de produits de santé en ligne en Chine. Pour saisir cette opportunité, les sociétés d'assurance-maladie et d'assurance-vie établies devront s'adapter au marché en ligne tout en s'appuyant sur leur solide réseau d'agents. Dans l'ensemble, la distribution en ligne devrait offrir une croissance continue aux assureurs dans les marchés sous-exploités.

Choix des consommateurs seniors

Consommation des seniors: du calme plat à l'effervescence
En dépit des défis mentionnés pour le financement des pensions des générations futures, les seniors sont aujourd'hui un groupe de consommateurs puissant, au pouvoir d'achat important, qui reflète l'accumulation de richesse au cours de leur vie ainsi que les héritages reçus autour de l'âge de la retraite, un autre effet de l'augmentation de la longévité. Nous indiquons depuis plusieurs années que les seniors dépensent beaucoup dans les produits de soin et de beauté, les aliments et accessoires pour animaux, les voyages et les expériences. Logiquement, la pandémie et le risque accru qu'elle représente pour les seniors ont mis un coup d'arrêt à cette dernière catégorie. S'il faudra du temps pour voir arriver un rebond durable, qui dépendra de l'évolution de la pandémie, ce secteur nous semble l'un des plus prometteurs à l'heure actuelle. Après des mois d'enfermement ou de voyages locaux, les seniors réfrènent leurs envies de voyages, de tourisme et d'expériences, ce qui laisse espérer une forte croissance en volume au niveau national, puis international une fois les restrictions levées. Dans son enquête sur la confiance des voyageurs, le cabinet de conseil Oliver Wyman note une volonté de plus en plus forte de voyager davantage une fois la pandémie passée et les restrictions de déplacement levées. Le fort taux d'épargne observé pendant la pandémie devrait aussi contribuer au redémarrage du tourisme.

Par ailleurs, il nous semble important de comprendre les préférences de consommation – au-delà des voyages – des personnes âgées, de plus en plus nombreuses, notamment en Asie. L'enquête Emerging Consumer Survey du Credit Suisse et les présentations des multinationales indiquent que les marques des marchés développés jouissent d'une bonne image dans les marchés émergents, mais nous restons conscients de l'éventualité d'un changement de comportement, qui pourrait pénaliser les entreprises en place. Au vu de ce risque, nous restons attentifs à l'apparition de points de bascule dans certains segments et marchés, comme une préférence pour les marques de smartphones locales en Chine, qui offriront aux marques émergentes des opportunités de croissance durable.

Millennials

Julie Saussier
Senior Equity Analyst,
Consumer Goods
Follow Julie on LinkedIn

Nous avons tous vécu comme des Millenials pendant la crise du COVID-19. Nous avons acheté, travaillé, rencontré nos amis en ligne et fait plus attention à notre santé et à l'environnement. Les tendances à la numérisation se sont donc fortement accélérées, y compris dans le secteur financier, un nouveau domaine prioritaire de ce Supertrend. Une évolution notable vers la durabilité a également été constatée pendant la pandémie. Une fois encore, les jeunes générations sont des influenceurs mondiaux dans ce domaine. Avec la biodiversité en ligne de mire, ils poussent les entreprises à intégrer la durabilité dans leurs chaînes d'approvisionnement, une nouvelle tendance couverte par notre sous-thème désormais intitulé «Conscience écologique».

Résumé: acteurs à surveiller

Les entreprises qui savent tirer parti de la conscience écologique des Millenials dans des domaines tels que la protection de la biodiversité et du climat, l'alimentation saine et durable, la consommation et la production responsables, l'énergie propre.

Les plates-formes numériques du monde entier qui bouleversent les secteurs de la vente, de la publicité, des médias et maintenant le secteur financier.

Les entreprises en phase avec les valeurs de plaisirs, santé et loisirs des Millennials tournées vers les marchés émergents (marques mondiales, marques nationales chinoises).

Plaisirs, santé et loisirs

Le «Made in China» plaît au jeunes Chinois
Le scénario de croissance de la consommation des marchés émergents se poursuit. Les dépenses de la classe moyenne en biens de consommation représentent un tiers de l'économie mondiale, selon la Brookings Institution. D'ici à 2030, les deux tiers de la population mondiale de classe moyenne vivront en Asie [12]. Au cours de la dernière décennie, les entreprises internationales ont ciblé ce marché et remporté d'importants succès en Chine, qui reste le principal moteur de la croissance. Les consommateurs chinois ont adopté les marques internationales dépositaires d'un héritage historique et jouissant d'une réputation de qualité. Cette tendance se poursuit avec les jeunes générations, et nous avons constaté de fortes évolutions sur les marchés des cosmétiques, des produits de luxe et des vêtements de sport et, plus récemment, sur les marchés des spiritueux, de la bière et d'autres catégories de produits de base.

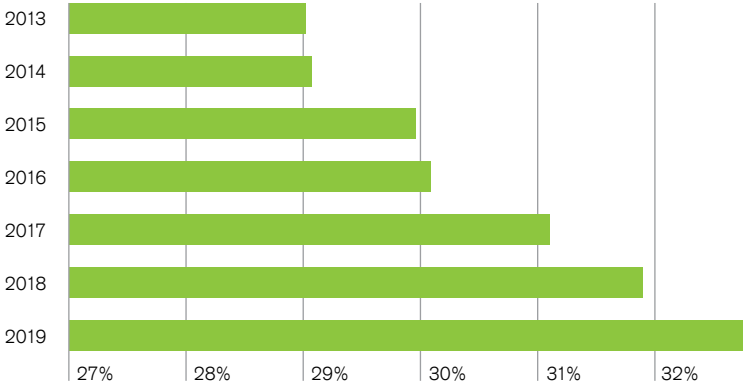
Cependant, une nouvelle tendance se dessine dans le contexte d'une vague de fierté nationale chez les plus jeunes consommateurs chinois. Elle se traduit par une augmentation de la demande de marques nationales. À la différence du passé, ces marques ont mis en place de solides infrastructures pour se développer rapidement (p. ex. une chaîne d'approvisionnement, des capacités numériques, de l'e-commerce et des plates-formes de streaming en direct). Les consommateurs ne les considèrent plus comme inférieures aux marques étrangères. Bien au contraire, ils sont fiers du label «Made in China». Ces marques nationales sont réactives et s'adaptent aux préférences et aux besoins des consommateurs chinois. Elles offrent souvent un meilleur rapport qualité/prix, même si certaines développent des gammes plus chères que les marques étrangères. Ces dernières années, les marques chinoises ont gagné des parts de marché dans de nombreux sous-secteurs et progressé plus vite que les marques étrangères.

Nous tirons parti de cette tendance avec notre sous-thème «Plaisirs, santé et loisirs» en sélectionnant différents sous-secteurs grand public pour identifier les marques les plus susceptibles d'être des gagnants à long terme. Le marché des vêtements de sport est particulièrement attrayant et enregistre une forte croissance grâce aux jeunes générations soucieuses de leur santé. Si les marques étrangères continuent de dominer le marché, les entreprises chinoises gagnent en popularité.

Par exemple, nous avons assisté au lancement d'une marque haut de gamme soutenue par un athlète chinois. Les marques chinoises sont en plein essor sur le marché des cosmétiques (plutôt sur le marché de masse pour l'instant), car elles innovent et tiennent compte des préférences des clients chinois.

Le marché des spiritueux part de loin. Il se développe grâce à des produits étrangers de qualité et à un Baijiu (spiritueux chinois) haut de gamme. Le segment haut de gamme du marché de la bière enregistre une forte progression des marques étrangères et chinoises. Sur le marché de la restauration, les chaînes de restauration rapide étrangères se sont multipliées, tandis que le marché traditionnel des fondues chinoises repart à la hausse avec les jeunes générations. Ces chaînes de fondues chinoises se développent rapidement dans les grandes villes et les villes moyennes, et certaines s'installent même aux États-Unis, au Royaume-Uni ou à Singapour. Les développeurs de jeux chinois font également des incursions réussies hors de Chine et sont à l'origine de quelques-uns des 20 premiers jeux au monde.

Les marques nationales chinoises gagnent des parts de marché
Produits de maquillage, condiments, laits pour bébés, soins pour la peau, snacks, boissons sans alcool, vêtements de sport, etc.



Part de marché des marques nationales chinoises dans certaines catégories de consommateurs

Source Euromonitor, Credit Suisse

Conscience écologique

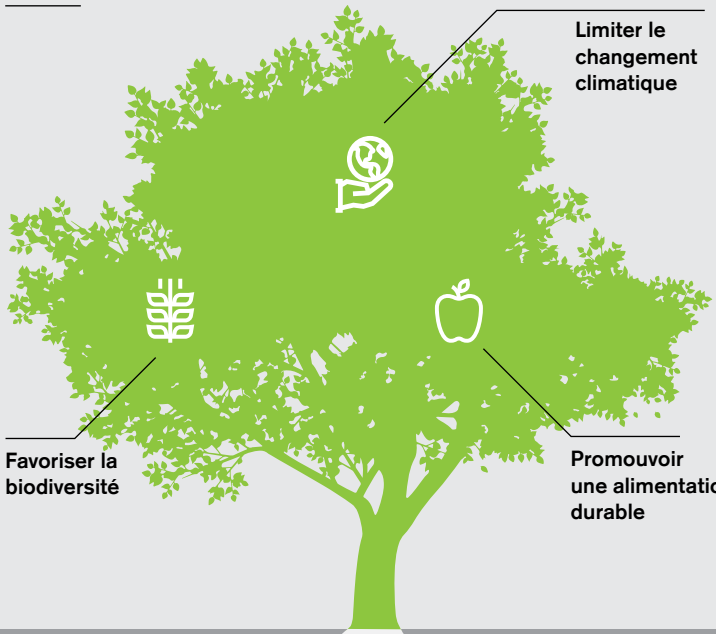
Protéger la biodiversité

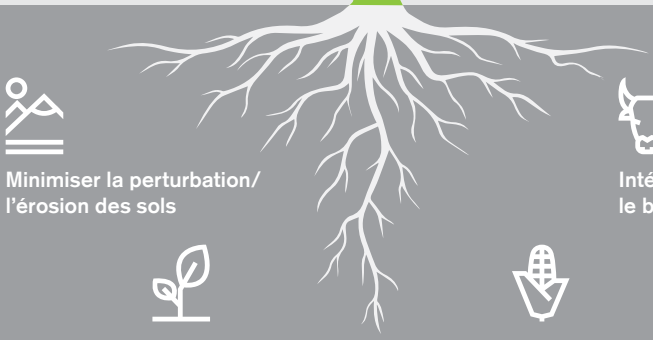
Nous avons renommé notre sous-thème «Entreprises et investissements durables» en «Conscience écologique», car nous nous concentrons sur ce qui inspire les jeunes générations lorsqu'elles pensent à la durabilité. Pendant la crise du COVID-19, la durabilité des systèmes alimentaires a été sous le feu des projecteurs, car les pays ont imposé des restrictions à la circulation des biens et des personnes pour contenir la propagation du virus [13]. Par ailleurs, le monde a appris comment la perte de biodiversité peut créer les conditions de la transmission de virus à l'homme. La biodiversité et l'agriculture régénérative sont les nouveaux mots à la mode pour parler d'alimentation durable.

Concernant la biodiversité, le taux actuel mondial d'extinction des espèces est des dizaines voire des centaines de fois supérieur à la moyenne des dix derniers millions d'années, selon un rapport de 2019 de la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Selon elle, un million d'espèces animales et végétales sont menacées d'extinction. Principal facteur direct de changement affectant la nature: les changements d'usage des terres et de la mer, suivis par l'exploitation directe de certains organismes, le changement climatique, la pollution et les espèces exotiques envahissantes.

La biodiversité est étroitement liée au changement climatique, car la perte de la première aggrave le second. Ainsi, nombre des incendies de forêt survenus en Amazonie en 2019 ont été provoqués par l'homme pour défricher des terres, libérant du dioxyde de carbone dans l'atmosphère [14]. En revanche, la protection de la biodiversité peut contribuer à atténuer le changement climatique et à s'y adapter [15]. Le coût de plus en plus visible de la perte de biodiversité augmente le niveau de conscience des citoyens et influe sur leurs choix de consommation et leurs préférences en termes de placement [16]. Cependant, l'action gouvernementale est indispensable pour s'attaquer au problème. La Commission européenne a adopté la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 dans le cadre du pacte vert pour l'Europe. Elle établit un plan à long terme visant à protéger la nature et à inverser la détérioration des écosystèmes. Aux États-Unis, la nouvelle administration Biden devrait également orienter ses efforts sur la protection de la biodiversité.

Principes de base de l'agriculture régénérative





Source Credit Suisse

Les sociétés de biens de consommation s'attaquent déjà à ce problème. Elles ont l'ambition de gérer leurs chaînes d'approvisionnement de manière plus durable en améliorant la traçabilité, éliminant la déforestation, par exemple pour la production d'huile de palme ou de cacao, et mettant en place des normes et certifications. L'agriculture régénérative fait également partie de la solution, car les entreprises veulent avoir un impact positif sur la biodiversité. Son objectif est d'améliorer la santé des sols pour augmenter la diversité des cultures. L'agroforesterie vise à restaurer les arbres et les cultures dans des zones déjà déboisées. L'agriculture de précision, qui optimise l'utilisation d'engrais et de pesticides, et l'agriculture verticale, qui réduit l'utilisation des terres, ont aussi un rôle à jouer. Une indemnisation appropriée des agriculteurs pendant la transition est un facteur clé d'une chaîne d'approvisionnement plus durable.

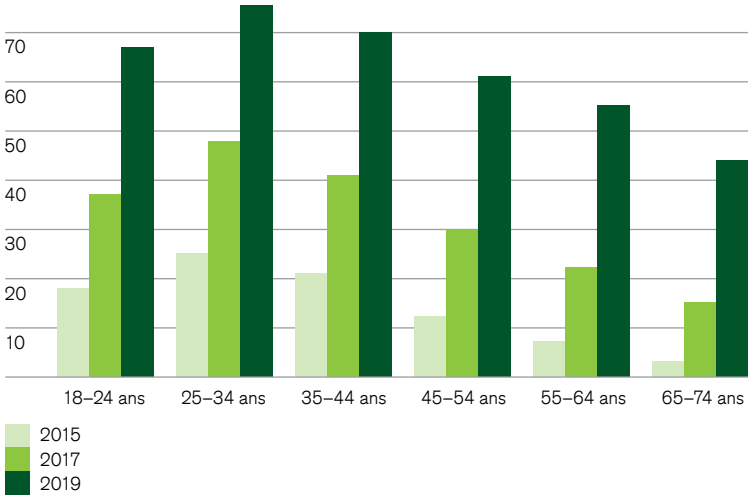
Natifs du numérique

Prêts à révolutionner la banque

Les jeunes générations ont confiance dans les services en ligne, même quand il s'agit de leur argent. Elles délaissent les services bancaires traditionnels et renoncent aux comptes bancaires et aux cartes de crédit au profit des portefeuilles mobiles. Poussées par leur désir de facilité d'utilisation et de rapidité, elles préfèrent utiliser leur montre intelligente ou des services en ligne pour effectuer des paiements, souvent fournis par de grandes plates-formes Internet. La fonction «acheter maintenant, payer plus tard» proposée par de nombreuses fintechs qui ne facturent pas d'intérêts aux consommateurs, mais prélèvent des frais auprès des commerçants, est très appréciée par ce groupe démographique. Ils n'hésitent pas à utiliser les «robo-conseillers» et les plates-formes de négociation (sociales) où les frais de service sont réduits au strict minimum. Pendant les confinements imposés par le COVID-19, leur activité de négoce via les plates-formes de transaction a bondi. Ce qui distingue également les jeunes générations, c'est l'importance qu'elles accordent aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) lorsqu'elles investissent. En résumé, après avoir bouleversé les secteurs de la vente, de la publicité et des médias, elles pourraient également perturber le secteur financier. Pour fidéliser cette clientèle, les sociétés financières devront réévaluer leur proposition de valeur. Pour les jeunes générations, une banque doit être une application qui fournit les services dont elles ont besoin (change de devises, outils de

négoce et prêt entre particuliers). À l'aide des dernières technologies, dont l'intelligence artificielle, les banques de demain devront faciliter la vie de leurs clients en personnalisant leurs services. Bien que nous ayons vu les «Big Tech» développer des services de paiement, ces dernières hésitent encore à pénétrer le secteur bancaire très réglementé des États-Unis et continuent à collaborer avec les sociétés de cartes de crédit et les banques sur ce marché. Néanmoins, elles pourraient décider un jour d'utiliser leurs savoir-faire en matière de paiement comme un moyen de construire une plate-forme bancaire en tant que service (BaaS). Certaines permettent déjà à leurs clients de suivre les dépenses et les soldes des comptes bancaires, ou commencent à proposer des services bancaires en coopération avec les banques traditionnelles. Les sociétés technologiques chinoises sont allées plus loin dans l'activité bancaire: elles utilisent leur activité principale d'e-commerce pour se lancer dans les prêts à la consommation, l'assurance, la gestion de fortune et le credit scoring. Ce faisant, elles prospèrent en simplifiant les interactions numériques avec leurs clients. Alors que la confiance dans les plates-formes technologiques est grande et que les consommateurs sont ouverts à l'idée d'effectuer des opérations bancaires avec des entreprises technologiques, le marché reste fluide, ce qui laisse aux banques traditionnelles l'occasion de se positionner.

Utilisation de la fintech par groupe d'âge d'utilisateurs
En %



Source OECD, Credit Suisse

Changement climatique

Daniel Rupli
Head of Single Security Research
Follow Daniel on LinkedIn

Pour atteindre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) fixés dans l'Accord de Paris de 2015, l'économie mondiale doit être massivement décarbonée. Depuis le lancement de ce Supertrend, l'an passé, les dirigeants mondiaux ont engagé des mesures dans ce sens. En outre, face à la pandémie de COVID-19, des plans de relance sans précédent ont été mis en œuvre pour soutenir la croissance et nombre de projets d'infrastructures sont liés au développement durable. Tandis que l'Union européenne (UE) a dévoilé les détails de son «Green Deal» en 2020, la Chine s'est engagée à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2060. Quant aux États-Unis, ils ont réintégré l'Accord de Paris début 2021.

Résumé: acteurs à surveiller

Les entreprises leaders dans les énergies renouvelables (éolien, solaire, eau, etc.) et autres fournisseurs de technologies de production et de stockage d'électricité sans émissions de CO_2.

Les entreprises du secteur de l'énergie capables de réduire les émissions de GES tout en maintenant les rendements en dividende. Les entreprises maîtrisant la technologie de captage du carbone et œuvrant à l'amélioration des capacités de production d'hydrogène bleu et vert.

Les entreprises de transport fortement engagées dans la réduction du CO_2. Les constructeurs automobiles offrant des solutions pour réduire l'empreinte écologique, telles que les véhicules électriques, les carburants durables, l'hydrogène ou d'autres technologies.

Les fournisseurs de technologies visant à améliorer la production alimentaire durable (c.-à-d. agriculture de précision, technologie d'agriculture verticale, manipulation génétique, technologies d'agriculture en environnement contrôlé). Les entreprises de transformation de viande à faible émission de GES et les fournisseurs de produits alimentaires végétaux.

Électricité sans émissions de carbone

Le vert devient la nouvelle norme
Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande de production d'électricité augmentera d'environ 2% chaque année. Dans le même temps, le secteur se détourne de la production d'électricité traditionnelle au profit de sources d'énergie renouvelables. La part du solaire et de l'éolien devrait ainsi représenter près de 40% de la production totale d'ici moins de 20 ans. Les récentes évolutions aux États-Unis, en Chine et dans l'UE, indiquées en introduction, confirment non seulement le virage en faveur des énergies renouvelables et leur développement, mais pourraient aussi doper la demande d'électricité verte. Après 2030, celle-ci pourrait croître au-delà des 2% prévus, portée par l'hydrogène, le secteur du chauffage et les applications commerciales, qui ne concernent pas seulement l'électrification des transports.

Selon l'étude Perspectives des énergies renouvelables 2020 de l'AIE, le solaire photovoltaïque (PV) est promis à un formidable essor, avec une croissance annuelle de 13% au cours des dix prochaines années. La capacité de production d'électricité solaire PV devrait dépasser celles du gaz naturel en 2023 et du charbon en 2024. Le soutien politique et la faiblesse inédite des taux d'intérêt stimulent les investissements, tandis que les coûts de production devraient continuer de baisser. Selon nous, l'énergie solaire se développera principalement grâce au volontarisme des gouvernements (États-Unis, UE, Chine et Inde, notamment) et à leurs politiques incitatives.

La production éolienne est en constante progression et les projets tant offshore qu'onshore continueront d'étendre les capacités mondiales. Le scénario central de l'AIE prévoit une expansion de 65 gigawatts (GW) dans les cinq prochaines années, et jusqu'à 100 GW par an dans l'hypothèse de conditions météorologiques favorables. Comme pour d'autres sujets liés au changement climatique, la Chine joue ici un rôle majeur, en particulier s'agissant des capacités terrestres.

Les grandes compagnies pétrolières et gazières poursuivent leur stratégie de transition, notamment en Europe, où nombre d'entreprises ont annoncé réduire drastiquement leurs émissions de

CO_2 et même tendre vers la neutralité carbone. Les prix des actifs de production d'énergie renouvelable ont fortement progressé, les leaders de la transition énergétique des secteurs pétrolier et gazier, tenus par des objectifs carbone ambitieux, se positionnant désormais sur les appels d'offres, notamment dans l'éolien en mer. Alors que cette flambée interroge sur une éventuelle bulle des prix dans certaines catégories d'actifs renouvelables, elle devrait également être perçue comme un catalyseur de l'investissement dans les capacités de production renouvelables.

Le développement des capacités de production est au cœur des débats, contrairement à la question des réseaux. La transition énergétique offre de véritables opportunités d'investissement sur le long terme à mesure que la décentralisation, la plus grande volatilité du réseau et l'évolution de la demande des clients complexifient les réseaux électriques. Ainsi, les fournisseurs d'électricité ont accru leurs dépenses d'investissement dans la production et les réseaux. Selon les dernières données de l'AIE, nous estimons que les investissements annuels dans les réseaux électriques devraient tripler et franchir la barre des 800 milliards USD au cours des vingt prochaines années.

Les conditions météorologiques extrêmes ne disparaîtront pas à l'avenir. Des épisodes comme le gel d'éoliennes dans le sud des États-Unis cet hiver ou les feux de forêt et les problèmes de gestion de l'électricité en Californie en 2020 ont montré à quel point la stabilité du réseau intégrant des énergies renouvelables est essentielle. Pendant cette transition, les combustibles fossiles resteront omniprésents dans la production d'électricité, mais leur empreinte CO_2 sera probablement réduite grâce aux technologies de captage du carbone, entre autres.

Parallèlement à la production d'électricité, la dynamique du marché de l'hydrogène bleu et vert devrait constituer un formidable relais de croissance compte tenu du soutien des gouvernements et des stratégies de neutralité carbone. Les fournisseurs d'électricité mondiaux ont récemment annoncé des projets visant à accroître leur exposition au marché de la production d'hydrogène et à s'y positionner.

Enfin, le stockage de l'électricité reste un autre grand sujet. Selon l'AIE, le déploiement de technologies de stockage de l'énergie a toutefois reculé en 2019 en rythme annuel – une première depuis près d'une décennie – sur fond d'incertitude sur le marché clé coréen et d'une «activité atone» en Europe et aux États-Unis qui, estime l'AIE, souligne la fragilité de la croissance de ces technologies fortement tributaires de l'intervention politique.

En effet, avec à peine plus de 3,0 GW déployés en 2019, des problèmes d'échelle subsistent. Principal défi: le stockage est considéré comme un actif de production et, sur de nombreux marchés, les gestionnaires de réseau (de transport et de distribution) ne sont pas autorisés à détenir des dispositifs de stockage, ce qui entrave le report de transmission et de distribution – l'une des applications de stockage présentant le plus de valeur.

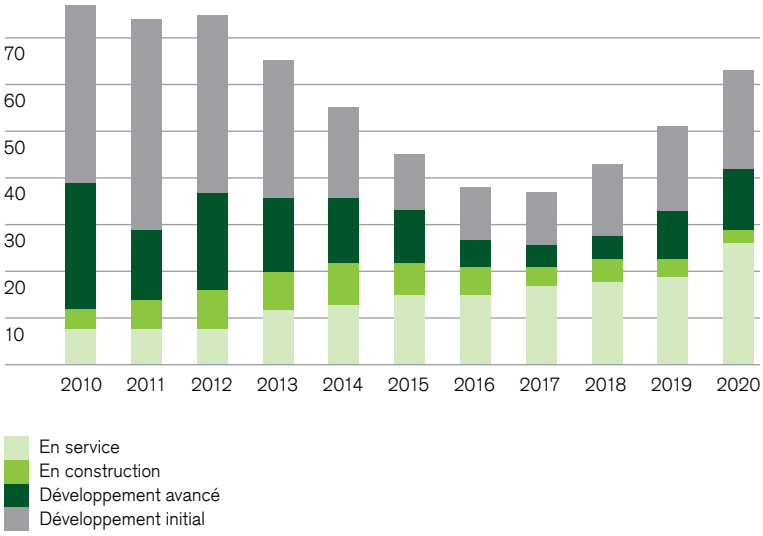
Pionniers de la transformation de l'industrie pétrolière et gazière

Prêts, feu, captez!
À court terme, les meilleures perspectives résident dans les dépenses d'investissement dans les énergies renouvelables, p. ex. les projets solaires et éoliens déjà en phase de planification, à effet rapide sur la transition énergétique. À plus long terme, les nouvelles technologies à horizon pluridécennal, par exemple liées à l'hydrogène et au captage, à l'utilisation et au stockage du carbone, accéléreront la réalisation des objectifs de réduction des émissions.

Les coûts restent certes très élevés pour le secteur, mais les pouvoirs publics devraient intensifier leur soutien. Selon un rapport de l'AIE sur le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS), ce domaine devrait susciter un intérêt croissant. En 2020, gouvernements et entreprises y ont déjà investi plus de 4 milliards USD, et ce n'est probablement qu'un début, selon l'AIE. Avec en outre quelque 30 milliards USD de projets proches de la décision d'investissement définitive, il pourrait clairement s'agir du prochain levier de la transition énergétique.

Le secteur des matériaux, principal consommateur de pétrole et de gaz (en plus du charbon) après les producteurs d'électricité et les raffineurs, a une lourde empreinte écologique. Environ 15% de la demande pétrolière et 10% de la demande gazière mondiales sont imputables à la seule industrie chimique. Les procédés de l'industrie émettent inévitablement des GES et pour nombre d'experts, seuls les CCUS sont capables de réduire significativement les émissions, par exemple dans la fabrication de ciment. Selon le scénario «Développement Durable» de l'AIE (zéro émission nette d'ici 2070), les solutions les plus accessibles pour réduire les émissions de CO_2 reposeront sur les actifs existants dans la décennie à venir. Les technologies CCUS et l'électrolyse, principaux procédés de production d'hydrogène propre, joueront un rôle majeur dans la stratégie de transition au cours des prochaines années.

Installations CCUS en service, en construction et en développement
Nombre d'installations



Source IEA, Global CCS Institute (2020), Credit Suisse

Le captage du CO_2 nécessite des infrastructures de transport et de stockage et, partant, la construction de pôles CCUS. Au moins douze pôles de ce type sont prévus dans le monde, notamment en Europe, en Australie et aux États-Unis, ces derniers ayant une longueur d'avance dans ce domaine. Le président Joe Biden s'est en outre engagé à accélérer le développement et le déploiement de la technologie de captage et de séquestration du carbone dans le cadre de son plan pour une énergie propre. Toutefois, la Chine semble aussi être un candidat potentiel dans les années à venir, puisqu'elle figure parmi les premiers émetteurs de CO_2 de la planète.

Transport durable

Montée en puissance de la Chine

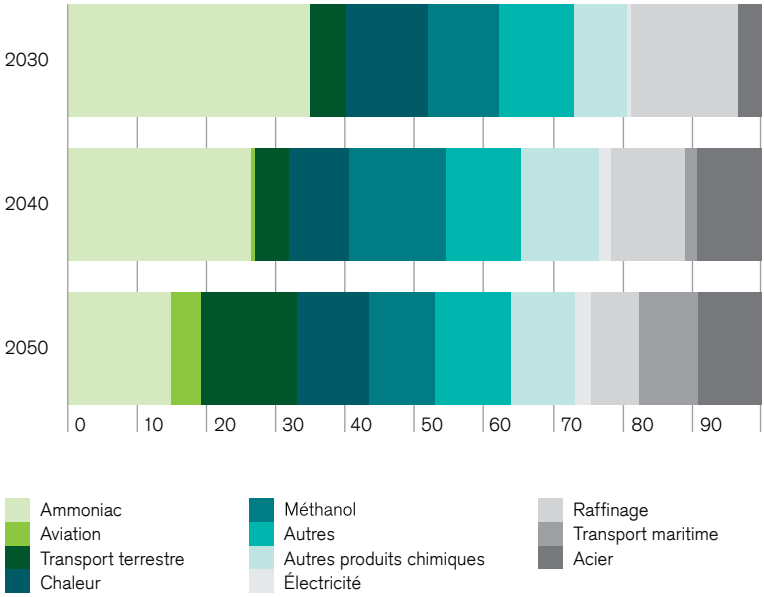
Le point d'inflexion attendu pour les véhicules électriques (VE) a finalement été atteint en 2020: en hausse de 33% en rythme annuel, les ventes mondiales de VE ont largement pris de vitesse celles de véhicules légers, en repli de 16%. Suite aux hausses spectaculaires du cours des actions de certaines sociétés de VE «pure-play», les nouveaux acteurs ont affiché des valorisations nettement supérieures à celles des fabricants de matériel d'origine. Cette tendance s'est répercutée positivement sur d'autres sociétés de VE, certaines cherchant à entrer en bourse via une Special Purpose Acquisition Company (SPAC). De notre point de vue, l'euphorie autour des pure-players VE n'est pas infondée: le taux de pénétration mondiale des VE dans les ventes de voitures annuelles devrait passer selon nous d'environ 4% en 2020 à 27% en 2030. En 2020, le marché distinguait toutefois les «bien lotis» (constructeurs exposés aux VE sans coûts hérités) des «mal lotis» (reste du secteur). Par exemple, bien qu'un précurseur comme Tesla bénéficie d'un avantage concurrentiel durable ainsi qu'en termes de coût du capital, plusieurs constructeurs automobiles existants nous semblent très bien placés pour gagner des parts sur le marché des VE.

L'Europe est à la pointe de la transition énergétique et les dernières annonces n'ont fait qu'accélérer cette tendance, plaçant les constructeurs traditionnels européens en excellente position pour mener la transition vers les VE. Cela étant, l'industrie automobile de la Chine

a bénéficié d'un soutien massif des pouvoirs publics afin d'égaliser les règles du jeu pour les sociétés chinoises, historiquement à la traîne sur les moteurs traditionnels à combustion.

Ainsi, le secteur s'est adjugé un taux moyen de croissance annuelle spectaculaire de 80% sur les dix dernières années et la stratégie zéro émission nette à l'horizon 2060 récemment annoncée par la Chine devrait selon nous alimenter cette dynamique. Enfin, le marché des VE devrait également décoller aux États-Unis – plutôt connus pour leurs capacités de production dans l'industrie automobile traditionnelle –, porté par l'élan vert de Joe Biden.

Demande mondiale d'hydrogène en fonction de l'utilisation finale existante, 2030–2050
% de la demande totale d'hydrogène (H2)



Source Wood Mackenzie, Credit Suisse

Notons toutefois qu'outre les constructeurs, d'autres secteurs participent à l'essor des VE via des chaînes d'approvisionnement différentes: producteurs de matières premières pour les batteries, fabricants et fournisseurs de batteries, sociétés technologiques, entre autres.

À court terme, le boom des VE devrait clairement dominer le secteur des transports individuels. À long terme (plus de dix ans), l'hydrogène devrait lui aussi figurer parmi les leviers de la réduction des émissions de CO_2. En outre, utilisé comme combustible, l'hydrogène est plus efficace, en termes de recharge, qu'une batterie, ce qui devrait multiplier les opportunités pour le transport industriel. Nous pensons que ce combustible sera déployé dans les transports publics, le secteur ferroviaire, le transport lourd et les véhicules particuliers ordinaires. Les technologies de l'hydrogène, y c. l'hydrogène gazeux ou liquide pour alimenter les piles à combustible, offrent un large potentiel d'amélioration de l'empreinte environnementale des véhicules privés et commerciaux. Tandis que les véhicules électriques règnent en maîtres sur les petits trajets en zones urbaines, l'hydrogène est quant à lui un bon candidat (et compétitif) sur les trajets longue distance. D'ici la fin de la décennie, les véhicules à pile à combustible devraient représenter 2-3% du marché total des VE, mais cette part pourrait bondir par la suite grâce aux gains d'efficacité et au développement de l'hydrogène bleu et vert. Nous voyons en la Chine le leader incontestable des véhicules à hydrogène. Porté par sa stratégie de neutralité carbone, le pays tirera la croissance dans les décennies à venir.

Agriculture et alimentation

À l'assaut du gaspillage

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le système alimentaire mondial – l'agriculture et l'élevage – est responsable de 25% à 30% des émissions mondiales de GES. La demande alimentaire ne fera qu'augmenter à l'avenir, puisque la population mondiale devrait atteindre 9,8 milliards de personnes en 2050 et 11,2 milliards en 2100, selon l'Organisation des Nations Unies (ONU).

L'agriculture doit donc gagner en efficacité grâce à l'innovation technologique, telle que l'agriculture intelligente, verticale ou de précision. Nous décelons aussi des opportunités dans les sociétés d'engrais capables d'améliorer l'empreinte carbone de leur production et de développer davantage les cultures et semences, afin de mieux s'adapter au changement climatique. Par exemple, les technologies de manipulation des gènes peuvent contribuer à augmenter la taille des plants et leur résistance aux maladies et à la sécheresse.

Toutefois, au-delà de la technologie, la production alimentaire durable repose avant tout sur le consommateur final: un régime alimentaire plus faible en produits carnés et d'origine animale peut nettement améliorer l'empreinte écologique. Autre facteur conséquent du réchauffement climatique: le gaspillage alimentaire. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime qu'un tiers de la nourriture mondiale est gaspillé. Les raisons sont nombreuses: inefficacité des chaînes d'approvisionnement, manque d'infrastructures dans les pays en développement, habitudes de consommation dans les pays développés, etc. Selon la FAO, pertes et gaspillage alimentaires représentent 4,4 gigatonnes, soit 8% des émissions totales de GES. Si le gaspillage alimentaire était un pays, il serait le troisième plus gros émetteur de GES après la Chine et les États-Unis. Les détaillants alimentaires sont un point de départ pour remédier à ce fléau. Ils ne sont directement responsables «que» de 2% du gaspillage alimentaire, mais leur pouvoir de marché et leurs pratiques commerciales en sont largement les moteurs dans leur chaîne d'approvisionnement. De multiples options s'offrent à eux pour le réduire.

Les entreprises de gestion des déchets ont aussi un rôle à jouer, puisqu'elles peuvent réutiliser les déchets alimentaires à d'autres fins commerciales. Il s'agit pour elles de recycler les ressources et l'énergie émanant d'intrants agricoles. Leur action évite que les déchets alimentaires ne finissent sur des décharges, où ils sont source d'émissions de GES.

Références

Sociétés anxieuses

1 The Sustainable Development Goals Report, (United Nations, 2020).

2 How have health spending and utilization changed during the coronavirus pandemic?, (Peterson-KFF, 2021).

3 Education during COVID-19 and beyond, (United Nations Sustainable Development Group, 2020).

4 As more go hungry and malnutrition persists, achieving Zero Hunger by 2030 in doubt, UN report warns, (World Health Organization, 2020).

5 Obesity and overweight, (World Health Organization, 2020).

6 Who will Bear the Brunt of Lockdown Policies? Evidence from Tele-workability Measures Across Countries, (International Monetary Fund, 2020).

7 Kindred SORT AI Robots Pick 100 Million Lifetime Units, (Kindred, 2020).

8 Human Capital as an Asset: An Accounting Framework to Reset the Value of Talent in the New World of Work, (World Economic Forum, 2020).

9 Johnson Controls, 2021.

10 Earthquake, Tsunami, Meltdown – The Triple Disaster's Impact on Japan, Impact on the World, (Brookings, 2013).

11 Bio Plus X: Arms Control and the Convergence of Biology and Emerging Technologies, (Stockholm International Peace Research Institute, 2019).

Millennials

12 Who will drive consumer spending in the next decade?, (OECD Development Matters, 2018).

13 To counter the COVID-19 recession, we need to invest in food systems, (World Economic Forum, 2020).

14 See how much of the Amazon is burning, how it compares to other years, (National Geographic, 2019).

15 Biodiversity and Climate Change (European Commission).

16 Unearthing investor action on biodiversity, (Credit Suisse, 2021).

Clause de non-responsabilité

Avertissement sur les risques
Chaque investissement implique des risques, notamment en matière de fluctuations de valeur et de rendement. Si un investissement est libellé dans une devise autre que votre monnaie de référence, les variations des taux de change peuvent avoir un impact négatif sur la valeur, le prix ou le revenu.
Pour une discussion sur les risques afférents aux placements dans les titres mentionnés dans ce rapport, veuillez consulter ce lien Internet: **https://investment.credit-suisse.com/gr/riskdisclosure/**

Le présent rapport comporte des informations concernant des placements impliquant des risques particuliers. Vous devriez prendre conseil auprès de votre conseiller financier avant de prendre toute décision d'investissement basée sur le présent rapport ou pour toute explication concernant le contenu de ce dernier. Des informations complémentaires sont également disponibles dans la brochure explicative intitulée «Risques dans le négoce d'instruments financiers» disponible auprès de l'Association suisse des banquiers.

Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs. Des commissions, des frais ou toute autre charge comme les fluctuations du taux de change peuvent avoir des répercussions sur les performances.

Risques inhérents aux marchés financiers
Les performances historiques et les scénarios de marché financier ne constituent pas des indicateurs fiables de résultats futurs. Le prix et la valeur des investissements mentionnés ainsi que tout revenu susceptible d'en résulter peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse. Il vous est recommandé de consulter le(s) conseiller(s) que vous estimez nécessaire(s) pour vous aider à déterminer ces paramètres. Il se peut qu'aucun marché public n'existe pour certains investissements, ou que ceux-ci ne soient négociables que sur un marché secondaire restreint. Lorsqu'un marché secondaire existe, il est impossible de prévoir le prix auquel les investissements se négocieront sur ledit marché ou s'il sera ou non liquide.

Marchés émergents
Lorsque le présent rapport traite des marchés émergents, vous devez avoir conscience qu'il existe un certain nombre de risques et d'incertitudes inhérents aux investissements et transactions dans différents types de placements ou, relatifs ou liés, aux émetteurs et débiteurs constitués en société, implantés ou exerçant des activités commerciales sur les marchés des pays émergents. Les placements relatifs aux marchés des pays émergents peuvent être considérés comme des placements spéculatifs et leur cours seront bien plus volatils que le cours des placements concernant les marchés des pays les plus développés. Les investissements dans des placements relatifs aux marchés émergents sont destinés uniquement aux investisseurs avertis ou professionnels expérimentés qui connaissent les marchés en question, sont capables d'apprécier et de tenir compte des divers risques inhérents à ce type de placements et possèdent les ressources financières nécessaires pour supporter le risque substantiel de perte d'investissement inhérent à ce type de placements. Il vous incombe de gérer les risques liés à tout placement relatif aux marchés des pays émergents et l'affectation des actifs de votre portefeuille. Vous devriez demander l'avis de vos conseillers concernant les différents risques et facteurs à prendre en considération lors d'un investissement dans des placements relatifs aux marchés émergents.

Placements alternatifs
Les hedge funds ne sont pas soumis aux nombreuses réglementations en matière de protection des investisseurs qui s'appliquent aux investissements collectifs autorisés et réglementés. Quant aux gestionnaires de hedge funds, ils ne sont pas réglementés pour la plupart. Les hedge funds ne se limitent pas à une discipline d'investissement ou une stratégie de négoce particulière et cherchent à tirer profit des différents types de marchés en recourant à des stratégies de levier, relatives à des dérivés et d'investissement spéculatif complexes qui accroissent le risque de perte d'investissement.
Les transactions sur marchandises affichent un niveau de risque élevé, y compris un risque de perte totale de l'investissement, et sont inadaptées à la plupart des investisseurs privés. La performance de ces investissements dépend de facteurs imprévisibles tels que les catastrophes naturelles, les influences climatiques, les capacités de transport, les troubles politiques, les fluctuations saisonnières et les fortes influences de l'évolution future, en particulier des futures et des indices.
Les investisseurs immobiliers sont exposés à la liquidité, aux devises étrangères et à d'autres risques, y compris aux risques cycliques, aux risques du marché locatif et local ainsi qu'aux risques environnementaux et aux modifications légales.

Private equity
Le Private Equity (ci-après «PE») désigne des placements en capital-investissement dans des sociétés qui ne sont pas soumises à un négoce public (à savoir qu'elles ne sont pas cotées en bourse); ils sont complexes, généralement illiquides et axés sur le long terme. Les placements dans un fonds de PE présentent généralement un niveau important de risque financier ou commercial. Les placements dans des fonds de PE ne sont ni garantis ni assortis d'une protection du capital. Les investisseurs sont tenus de répondre à des appels de capitaux sur une longue période de temps. Toute omission à le faire peut généralement entraîner la perte d'une partie ou de la totalité du compte de capital, la renonciation à tout revenu ou gain futur sur les placements effectués avant l'omission et, entre autres choses, la perte de tout droit de participer à des placements futurs ou la vente forcée de ses placements à un prix très bas, beaucoup plus bas que les évaluations du marché secondaire. Les sociétés ou les fonds peuvent être fortement endettés et être, par conséquent, davantage sensibles à des évolutions commerciales et/ou financières ou à des facteurs économiques défavorables. De tels investissements peuvent être confrontés à une concurrence intense, à des conditions commerciales ou économiques évolutives ou à d'autres évolutions susceptibles d'avoir une incidence négative sur leur performance.

Risques de taux d'intérêt de crédit
La valeur d'une obligation dépend de la solvabilité de l'émetteur et/ou du garant (le cas échéant), laquelle peut changer sur la durée de l'obligation. En cas de défaillance de l'émetteur et/ou du garant de l'obligation, celle-ci ou tout revenu en découlant n'est pas garanti(e) et vous pouvez perdre tout ou partie de l'investissement initial.

Clause de non-responsabilité générale/Information importante
Les informations fournies dans les présentes constituent un contenu promotionnel; il ne s'agit pas de recherche d'investissement.Ce rapport n'est pas destiné à être distribué à, ou utilisé par, quelque personne ou entité que ce soit qui serait citoyenne, résidente ou située dans une localité, un Etat, un pays ou une autre juridiction où une telle distribution, publication, disponibilité ou utilisation serait contraire à la législation ou réglementation ou soumettrait le CS à des obligations d'enregistrement ou de licence au sein de ladite juridiction.
Les références au Credit Suisse effectuées dans ce rapport comprennent Credit Suisse AG, la banque suisse, ses succursales et ses sociétés affiliées. Pour plus d'informations sur notre structure, veuillez consulter le lien suivant: **https://www.credit-suisse.com**

NE PAS DISTRIBUER NI UTILISER À DES FINS DE PROSPECTION OU DE CONSEIL: Le présent rapport est fourni uniquement à des fins d'information et d'illustration et n'est destiné qu'à votre seul usage. Il ne constitue ni une sollicitation ni une offre ou recommandation à l'achat ou à la vente de titres ou d'autres instruments financiers. Toute information englobant des faits, des opinions ou des citations peut être condensée ou résumée et se réfère à la date de rédaction. Les informations contenues dans le présent rapport ont été fournies à titre de commentaire général de marché et ne constituent en aucune manière une forme de conseil financier réglementé en termes de recherche, ou de service juridique, fiscal ou autre service financier réglementé. Elles ne tiennent pas compte des objectifs, de la situation ou des besoins financiers d'une quelconque personne – autant d'aspects qui doivent être impérativement examinés avant toute décision de placement. Vous devriez prendre conseil auprès de votre conseiller financier avant de prendre toute décision d'investissement basé sur le présent rapport ou pour toute explication concernant le contenu de ce dernier. Ce rapport vise uniquement à exposer des observations et opinions du CS à la date de rédaction, sans tenir compte de la date à laquelle vous pouvez le recevoir ou y accéder. Les observations et opinions contenues dans le présent rapport peuvent être différentes de celles des autres divisions du CS. Toute modification demeure réservée sans préavis et sans obligation de mise à jour. Le CS

n'est nullement tenu de garantir que lesdites mises à jour soient portées à votre attention. **PRÉVISIONS ET ESTIMATIONS:** Les performances passées ne doivent pas constituer une indication ni constituer une garantie de résultats futurs et aucune garantie, explicite ou implicite, n'est donnée quant aux performances futures. Dans la mesure où ce rapport contient des déclarations relatives à la performance future, celles-ci ont un caractère prévisionnel et sont soumises à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Sauf mention contraire, les chiffres n'ont pas été vérifiés. Toutes les évaluations mentionnées dans le présent rapport sont soumises aux politiques et procédures d'évaluation du CS. **CONFLITS:** Le CS se réserve le droit de corriger les éventuelles erreurs apparaissant dans le présent rapport. Le CS, ses sociétés affiliées et/ou leurs collaborateurs peuvent détenir des positions ou des participations ou tout autre intérêt matériel, ou encore effectuer des transactions sur les titres mentionnés, des options s'y rapportant, ou des investissements connexes; ils peuvent également accroître ou liquider ponctuellement de tels investissements. Le CS peut fournir, ou avoir fourni au cours des douze derniers mois, à toute société ou tout émetteur mentionné des conseils ou services de placement conséquents en rapport avec l'investissement énuméré dans ce document ou un investissement lié. Certains des investissements mentionnés dans le présent rapport seront proposés par une entité individuelle ou une société affiliée du CS; le CS peut également être le seul teneur de marché pour de tels investissements. Le CS est impliqué dans plusieurs opérations commerciales en relation avec les entreprises mentionnées dans ce rapport. Ces opérations incluent notamment le négoce spécialisé, l'arbitrage des risques, les activités de tenue de marché et autres activités de négoce pour compte propre. **IMPÔTS:** Aucune des informations contenues dans le présent rapport ne constitue un conseil de nature juridique ou en matière de placements, de comptabilité ou d'impôts. Le CS n'offre pas de conseils sur les conséquences d'ordre fiscal liées aux investissements et vous recommande de consulter un conseiller fiscal indépendant. Les niveaux et bases d'imposition dépendent des circonstances individuelles et sont susceptibles de changer. **SOURCES:** Les informations et les opinions contenues dans le présent rapport ont été obtenues ou tirées de sources jugées fiables par le CS. Le CS ne saurait être tenu pour responsable des pertes qui pourraient résulter de l'utilisation de ce rapport. **SITES WEB:** Ce rapport peut fournir des adresses de sites web ou contenir des liens qui conduisent à ces sites. Sauf dans la mesure où le rapport fait état du contenu web du CS, le CS n'a pas procédé au contrôle des sites web liés et décline toute responsabilité quant au contenu desdits sites. Ces adresses ou hyperliens (y compris les adresses ou hyperliens vers le contenu web du site du CS) ne sont fournis que pour votre confort et votre information et le contenu des sites liés ne fait partie d'aucune manière du présent rapport. L'accès à un tel site web ou le suivi d'un tel lien par le biais de ce rapport ou via le site web du CS se fait à vos propres risques. **CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES:** vos données personnelles seront traitées conformément à la déclaration de confidentialité du Credit Suisse, accessible depuis votre domicile sur le site officiel du Credit Suisse https://www.credit-suisse.com. Afin de vous fournir du matériel marketing concernant nos produits et services, le Credit Suisse Group AG et ses filiales peuvent être amenés à traiter vos données personnelles de base (à savoir vos coordonnées telles que nom et adresse e-mail) à moins que vous nous informiez que vous ne souhaitez plus les recevoir. Vous pouvez à tout moment choisir de ne plus recevoir ces documents en informant votre conseiller.

Entités distributrices
A l'exception d'une éventuelle mention contraire, ce rapport est distribué par Credit Suisse AG, une banque suisse agréée et réglementée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers. **Allemagne:** Le présent document est distribué par Credit Suisse (Deutschland) Aktiengesellschaft, établissement réglementé par la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht («BaFin»). **Arabie saoudite:** Ce document est distribuée par Credit Suisse Saudi Arabia (no CR 1010228645), un établissement dûment agréé et réglementé par la Saudi Arabian Capital Market Authority en vertu de la licence no 08104-37 en date du 23.02.1429H, soit le 21.03.2008 du calendrier grégorien. Les bureaux principaux de Credit Suisse Saudi Arabia sont sis King Fahad Road, Hay Al Mhamadiya, 12361-6556 Riyadh, Arabie saoudite. Site web: https://www.credit-suisse.com/sa. Selon les Règles relatives à la provision de titres et d'obligations, le présent document ne peut être distribué dans le Royaume sauf à des personnes qui sont autorisées par les Règles relatives à la provision de titres et d'obligations émises par l'Autorité des Marchés Financiers. L'Autorité des Marchés Financiers ne fournit aucune représentation quant à l'exactitude ou l'exhaustivité du présent document, et décline expressément toute responsabilité pour toute perte découlant de, ou subie suite à l'utilisation de toute portion du présent document. Les acheteurs prospectifs des titres offerts dans les présentes doivent réaliser leur propre due diligence quant à l'exactitude des informations relatives aux titres. Si vous ne comprenez pas le contenu du présent document, il vous est recommandé de consulter un conseiller financier autorisé. Selon les Réglementations relatives aux Fonds de Placement, le présent document ne peut être distribué dans le Royaume sauf à des personnes qui sont autorisées par les Réglementations relatives aux Fonds de Placement émises par l'Autorité des Marchés Financiers. L'Autorité des Marchés Financiers ne fournit aucune représentation quant à l'exactitude ou l'exhaustivité du présent document, et décline expressément toute responsabilité pour toute perte découlant de, ou subie suite à l'utilisation de toute portion du présent document. Les acheteurs prospectifs des titres offerts dans les présentes doivent réaliser leur propre due diligence quant à l'exactitude des informations relatives aux titres. Si vous ne comprenez pas le contenu du présent document, il vous est recommandé de consulter un conseiller financier autorisé. **Afrique du Sud:** Cette information a été distribuée par Credit Suisse AG, qui est enregistré comme prestataire de services financiers auprès de la Financial Sector Conduct Authority d'Afrique du Sud sous le numéro FSP 9788, et/ou par Credit Suisse (UK) Limited, qui est enregistré comme prestataire de services financiers auprès de la Financial Sector Conduct Authority en Afrique du Sud sous le numéro FSP 48779. **Autriche:** Le présent rapport est distribué soit par CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. Zweigniederlassung Österreich (la «succursale autrichienne»), soit par Credit Suisse (Deutschland) AG. La succursale autrichienne est une succursale de CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., société dûment autorisée en tant qu'établissement de crédit au Grand-Duché de Luxembourg dont le siège social est situé au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. La succursale autrichienne est soumise au contrôle prudentiel de l'autorité de surveillance du Luxembourg, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), située au 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et de l'autorité autrichienne des marchés financiers, l'Österreichische Finanzmarktaufsicht (FMA), Otto-Wagner Platz 5, A-1090 Vienne, Autriche. Credit Suisse (Deutschland) Aktiengesellschaft est réglementée par l'Autorité de surveillance allemande Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht («BaFin»), en collaboration avec l'Autorité de surveillance autrichienne, l'Autorité autrichienne des Marchés Financiers (FMA), Otto-Wagner Platz 5, A-1090 Vienne, Autriche. **Bahreïn:** Ce rapport est distribué par Credit Suisse AG, Bahrain Branch, une succursale de Credit Suisse AG, Zurich/Switzerland, qui est dûment autorisée et réglementée par la Central Bank of Bahrain (CBB) comme un Investment Business Firm Category 2. Les produits ou services financiers correspondants sont réservés aux investisseurs autorisés, tels que définis par la CBB. Ils ne sont pas destinés à une quelconque autre personne. La Central Bank of Bahrain n'a ni examiné, ni approuvé le présent document ni la commercialisation de tout véhicule de placement auquel il est fait mention aux présentes dans le Royaume de Bahreïn et n'est pas responsable de la performance d'un tel véhicule. Credit Suisse AG, Bahrain Branch, est sise Level 21-22, East Tower, Bahrain World Trade Centre, Manama, Royaume de Bahreïn. **Chili:** Le présent document est distribué par Credit Suisse Agencia de Valores (Chile) Limitada, une succursale de Credit Suisse AG (enregistrée dans le canton de Zurich), régulée par la Commission des Marchés Financiers chilienne. Ni l'émetteur ni les titres n'ont été enregistrés auprès

de la Commission des Marchés Financiers chilienne (Comisión para el Mercado Financiero) selon la Loi no. 18.045, la Ley de Mercado de Valores, ainsi que les réglementations associées, et ne peuvent donc être proposés ou vendus publiquement au Chili. Le présent document ne constitue pas une offre ou une invitation à souscrire ou un achat de titres au sein de la République du Chili, à toute autre personne que les investisseurs identifiés individuellement dans le cadre d'une offre privée selon l'article 4 de la Ley de Mercado de Valores (une offre qui n'est pas «adressée au public en général ou à un certain secteur ou à un groupe spécifique du public»). **DIFC:** Cette information est distribuée par Credit Suisse AG (DIFC Branch), dûment agréée et réglementée par la Dubai Financial Services Authority («DFSA»). Les produits ou services financiers liés ne sont proposés qu'à des clients professionnels ou à des contreparties du marché, tels que définis par la DFSA, et ne sont pas destinés à d'autres personnes. Credit Suisse AG (DIFC Branch) est sise Level 9 East, The Gate Building, DIFC, Dubaï, Émirats arabes unis. **Espagne:** Ce document est un document promotionnel et est fourni par Credit Suisse AG, Sucursal en España, entité juridique enregistrée auprès de la Comisión Nacional del Mercado de Valores à des fins d'information. Il s'adresse exclusivement à son destinataire pour une utilisation personnelle et, selon les réglementations actuelles en vigueur, ne peut en aucun cas être considéré comme une offre de titres, un conseil de placement personnel ou toute autre recommandation générale ou spécifique de produits ou de stratégies de placement ayant pour objectif toute opération de votre part. Le client sera considéré comme responsable, dans tous les cas, de ses décisions de placement ou de désengagement, et le client sera donc pleinement responsable pour les bénéfices ou pertes résultant des opérations que le client décide de réaliser sur la base des informations et opinions comprises dans le présent document. Le présent document n'est pas le résultat d'un travail d'analyse ou de recherche financière, n'est pas soumis aux réglementations actuelles applicables à la production et à la distribution de recherche financière, et son contenu ne prétend pas être conforme aux exigences juridiques en matière d'indépendance de la recherche financière. **France:** Le présent rapport est distribué par Credit Suisse (Luxembourg) S.A. Succursale en France (la «succursale française»), succursale de Credit Suisse (Luxembourg) S.A., société dûment autorisée en tant qu'établissement de crédit au Grand-Duché de Luxembourg dont le siège social est situé au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. La succursale française est soumise au contrôle prudentiel de l'autorité de surveillance du Luxembourg, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), des autorités de surveillance françaises, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) française. **Guernesey:** Le présent rapport est distribué par Credit Suisse AG Guernsey Branch, une succursale de Credit Suisse AG (établie dans le canton de Zurich), ayant son siège à Helvetia Court, Les Echelons, South Esplanade, St Peter Port, Guernesey. Credit Suisse AG Guernsey Branch est détenu à 100% par Credit Suisse AG et est réglementé par la Guernsey Financial Services Commission. Des copies de derniers comptes vérifiés de Credit Suisse AG sont disponibles sur demande. **Inde:** Le présent rapport est distribué par Credit Suisse Securities (India) Private Limited (CIN n° U67120MH1996PTC104392), établissement réglementé par le Securities and Exchange Board of India en qualité d'analyste Research (n° d'enregistrement INH 000001030), de gérant de portefeuille (n° d'enregistrement INP000002478) et de courtier en valeurs mobilières (n° d'enregistrement INZ000248233), et ayant son siège social 9th Floor, Ceejay House, Dr. Annie .Besant. Road, Worli, Mumbai – 400 018, Inde, T- +91-22 6777 3777. **Israël:** Si distribué par Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. en Israël: Le présent document est distribué par Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. Credit Suisse AG, y compris les services proposés en Israël, n'est pas soumis à la supervision du Superviseur des Banques de la Banque d'Israël, mais à celle de l'autorité de surveillance bancaire pertinente en Suisse. Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. est un promoteur de placements titulaire d'une licence en Israël et ses activités de promotion de placements sont par conséquent soumises à la supervision de l'Autorité Boursière d'Israël. **Italie:** Ce rapport est distribué en Italie par Credit Suisse (Italy) S.p.A., banque de droit italien inscrite au registre des banques et soumise à la supervision et au contrôle de la Banca d'Italia et de la CONSOB. **Liban:** Le présent rapport est distribué par Credit Suisse (Lebanon) Finance SAL («CSLF»), un établissement financier enregistré au Liban, réglementé par la Banque centrale du Liban («BCL») et titulaire d'une licence bancaire n° 42. Credit Suisse (Lebanon) Finance SAL est soumis à la législation et aux circulaires de la BCL ainsi qu'à la législation et aux réglementations de la Capital Markets Authority du Liban («CMA»). CSLF est une filiale de Credit Suisse AG et fait partie du Credit Suisse Group (CS). La CMA décline toute responsabilité quant au contenu, à l'exactitude et à l'exhaustivité des informations présentées dans ce rapport. La responsabilité du contenu du présent rapport est assumée par l'émetteur, ses administrateurs et d'autres personnes tels des experts, dont les opinions sont incluses dans le rapport avec leur consentement. La CMA n'a pas non plus évalué l'adéquation de l'investissement pour tout investisseur particulier ou tout type d'investisseur. Il est expressément entendu dans les présentes que les investissements sur les marchés financiers peuvent présenter un degré élevé de complexité et de risques de perte de valeur et ne pas convenir à tous les investisseurs. CSLF procédera à l'évaluation de l'adéquation de cet investissement sur la base des informations que l'investisseur lui aurait fournies à la date d'une telle évaluation et conformément aux instructions et procédures internes du Credit Suisse. Il est entendu que l'anglais sera utilisé dans tous les documents et communications fournis par le CS et/ou CSLF. En acceptant d'investir dans le produit, l'investisseur confirme expressément et irrévocablement pleinement comprendre et ne pas s'opposer à l'utilisation de la langue anglaise. **Luxembourg:** Le présent rapport est distribué par Credit Suisse (Luxembourg) S.A., société dûment autorisée en tant qu'établissement de crédit au Grand-Duché de Luxembourg dont le siège social est situé au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. Credit Suisse (Luxembourg) S.A. est soumise au contrôle prudentiel de l'autorité de surveillance du Luxembourg, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). **Mexique:** Le présent document représente la vision de la personne qui fournit ses services à C. Suisse Asesoría México, S.A. de C.V. («C. Suisse Asesoría») et/ou Banco Credit Suisse (México), S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Credit Suisse (México) («Banco CS») de sorte que C. Suisse Asesoría et Banco CS se réservent tous deux le droit de changer d'avis à tout moment sans assumer une quelconque responsabilité à cet égard. Ce document a été préparé à des fins d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une invitation à réaliser une quelconque opération, et ne remplace pas la communication directe avec votre responsable chez C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS avant d'effectuer un placement. C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS n'assument aucune responsabilité pour les décisions de placement prises sur la base des informations contenues dans le présent document, car celles-ci peuvent ne pas tenir compte du contexte de la stratégie de placement et des objectifs des clients individuels. Les prospectus, les brochures, les règles de placement des fonds de placement, les rapports annuels ou les informations financières ou informations financières périodiques contiennent toutes les informations utiles aux investisseurs. Ces documents sont disponibles gratuitement directement auprès de l'émetteur des titres et des sociétés de gestion, ou sur le site Internet de la bourse de valeurs mobilière sur laquelle ces titres sont cotés, ainsi qu'auprès de votre responsable chez C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS. Les performances passées et les divers scénarios de marché existants ne garantissent pas les rendements présents ou futurs. Au cas où les informations contenues dans le présent document sont incomplètes ou non claires, veuillez contacter votre responsable chez C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS dès que possible. Il est possible que le présent document subisse des modifications au-delà de la responsabilité de C. Suisse

Asesoría et/ou Banco CS. Le présent document est distribué à des fins d'information uniquement et ne remplace pas les Rapports Opérationnels et/ou les Relevés de Compte que vous recevez de C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS en ce qui concerne les Dispositions Générales applicables aux Institutions Financières et autres Entités Juridiques qui fournissent des Services de Placement émises par la Commission Bancaire et Boursière du Mexique («CNBV»). En raison de la nature du présent document, C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS n'assument aucune responsabilité quant aux informations qu'il contient. Nonobstant le fait que les informations ont été obtenues à partir de ou sur la base de sources considérées comme fiables par C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS, il n'existe aucune garantie quant au fait que ces informations sont exactes ou complètes. C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS n'acceptent aucune responsabilité pour toute perte découlant de l'utilisation des informations contenues dans le document qui vous est envoyé. Il est recommandé aux investisseurs de s'assurer que les informations fournies correspondent à leurs circonstances personnelles et à leur profil d'investissement, en ce qui concerne toute situation juridique, réglementaire ou fiscale particulière, ou d'obtenir un conseil professionnel indépendant. C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS est un conseiller en placement dûment constitué selon la Securities Market Law («LMV») mexicaine et est immatriculé auprès de la National Banking and Securities Commission («CNBV») sous le numéro 30070. Par conséquent, C. Suisse Asesoría México, S.A. de C.V. ne fait pas partie de Grupo Financiero Credit Suisse (México), S.A. de C.V. ou de tout autre groupe financier au Mexique. Selon les dispositions de la LMV et des autres réglementations applicables, C. Suisse Asesoría México, S.A. de C.V. n'est pas un conseiller financier indépendant en vertu de sa relation avec Credit Suisse AG, un établissement financier étranger, et de sa relation indirecte avec les entités qui constituent Grupo Financiero Credit Suisse (Mexico), S.A. de C.V. **Pays-Bas:** Le présent rapport est distribué par Credit Suisse (Luxembourg) S.A., Netherlands Branch (la «succursale néerlandaise»), succursale de Credit Suisse (Luxembourg) S.A., société dûment autorisée en tant qu'établissement de crédit au Grand-Duché de Luxembourg dont le siège social est situé au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. La succursale néerlandaise est soumise au contrôle prudentiel de l'autorité de surveillance du Luxembourg, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), de l'autorité de surveillance néerlandaise, De Nederlansche Bank (DNB), et de l'autorité néerlandaise des marchés financiers, Autoriteit Financiële Markten (AFM). Portugal: Le présent rapport est distribué par Credit Suisse (Luxembourg) S.A. Sucursal em Portugal (la «succursale portugaise»), succursale de Credit Suisse (Luxembourg) S.A., société dûment autorisée en tant qu'établissement de crédit au Grand-Duché de Luxembourg dont le siège social est situé au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. La succursale portugaise est soumise au contrôle prudentiel de l'autorité de surveillance du Luxembourg, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), et des autorités de surveillance portugaises, la Banque du Portugal (BdP), la Comissão do Mercado dos Valores Mobiliários (CMVM). **Qatar:** Cette information a été distribuée par Credit Suisse (Qatar) L.L.C, qui est dûment autorisée et réglementée par la Qatar Financial Centre Regulatory Authority (QFCRA) sous le n°de licence QFC 00005. Tous les produits et les services financiers liés ne sont disponibles qu'aux contreparties éligibles ou clients commerciaux (tels que définis par les règles et réglementations de la QFCRA), y compris les individus qui ont opté pour être classés en tant que client commercial avec des actifs nets de plus de 4 millions de QR et qui disposent de connaissances, d'une expérience et d'une compréhension leur permettant de participer à de tels produits et/ou services. Ces informations ne doivent donc pas être communiquées à ni utilisées par des personnes ne répondant pas à ces critères. Comme ce produit/service n'est pas enregistré auprès du QFC ni réglementé par la QFCRA, cette dernière n'est pas tenue de passer en revue ni de vérifier le prospectus ou tout autre document relatif à ce produit/service. En conséquence, la QFCRA n'a pas passé en revue ni approuvé la présente documentation de marketing ni tout autre document associé, n'a pris aucune mesure en vue de vérifier les renseignements figurant dans ce document et n'assume aucune responsabilité à cet égard. Pour les personnes ayant investi dans ce produit/service, il se peut que l'accès aux informations à son sujet ne soit pas équivalent à ce qu'il serait pour un produit/service inscrit auprès du QFC. Le produit/service décrit dans cette documentation de marketing risque d'être illiquide et/ou soumis à des restrictions quant à sa revente. Tout recours à l'encontre de ce produit/service et des entités impliquées pourrait être limité ou difficile et risque de devoir être poursuivi dans une juridiction externe au QFC. Les personnes intéressées à acheter le produit/service proposé doivent effectuer leur propre due diligence à son sujet. Si vous ne comprenez pas le contenu de cette brochure, veuillez consulter un conseiller financier agréé. **Royaume-Uni:** Ce document est distribué par Credit Suisse (UK) Limited. Credit Suisse (UK) Limited est un établissement autorisé par la Prudential Regulation Authority et réglementé par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority. Lorsque ce document est distribué au Royaume-Uni par une entité offshore non exemptée en vertu du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005, les dispositions suivantes s'appliquent: dans la mesure où il est communiqué au Royaume-Uni («UK») ou susceptible d'avoir un effet au Royaume-Uni, le présent document constitue une promotion financière approuvée par Credit Suisse (UK) Limited, qui est autorisée par la Prudential Regulation Authority et réglementée par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority pour la conduite d'activités de placement au Royaume-Uni. Le siège social de Credit Suisse (UK) Limited est sis Five Cabot Square, Londres, E14 4QR. Veuillez noter que les règles relatives à la protection des clients de détail aux termes du Financial Services and Market Act 2000 du Royaume-Uni ne vous seront pas applicables et que vous ne disposerez pas non plus des éventuelles indemnisations prévues pour les «demandeurs éligibles» («eligible claimants») aux termes du Financial Services Compensation Scheme du Royaume-Uni. L'imposition applicable dépend de la situation individuelle de chaque client et peut subir des changements à l'avenir. **Turquie:** Les informations, commentaires et recommandations de placement formulés dans le présent document n'entrent pas dans la catégorie des conseils en placement. Les services de conseil en placement sont des services fournis par des établissements agréés à des personnes ; ils sont personnalisés compte tenu des préférences de ces personnes en matière de risque et de rendement. Les commentaires et les conseils indiqués dans le présent document sont, au contraire, de nature générale. Les recommandations formulées peuvent donc ne pas convenir à votre situation financière ou à vos préférences particulières en matière de risque et de rendement. Par conséquent, prendre une décision de placement en vous fiant uniquement aux informations qui figurent dans le présent document pourrait donner des résultats qui ne correspondent pas à vos attentes. Le présent rapport est distribué par Credit Suisse Istanbul Menkul Degerler Anonim Sirketi, établissement réglementé par le Capital Markets Board of Turkey, dont le siège social est sis Levazim Mahallesi, Koru Sokak n° 2 Zorlu Center Terasevler No. 61 34340 Besiktas/Istanbul-Turquie.

ÉTATS-UNIS: LE PRÉSENT DOCUMENT, EN SA FORME ORIGINALE OU COPIÉE, NE SAURAIT ÊTRE ENVOYÉ, INTRODUIT OU DISTRIBUÉ AUX ÉTATS-UNIS OU À DES PERSONNES IMPOSABLES AUX ÉTATS-UNIS (AU SENS DE LA REGULATION S DU US SECURITIES ACT DE 1933 , DANS SA VERSION AMENDÉE).

Toute reproduction intégrale ou partielle du présent document est soumise à l'autorisation écrite du Credit Suisse.
Copyright © 2021 Credit Suisse Group AG et/ou sociétés affiliées. Tous droits réservés.

21C014A_Supertrends booklet

Impressum

Direction éditoriale
Nannette Hechler-Fayd'herbe

Auteurs
Daniel Rupli
Reto Hess
Jens Zimmermann
Uwe Neumann
Lorenzo Biasio
Julie Saussier

Équipe de rédaction
Catherine McLean Trachsler
Christa Jenni
Christine Mumenthaler
Flurina Krähenbühl
Katharina Schlatter

Gestion des produits
Camilla Damm Leuzinger
Claudia Biri
Serhat Günes

Contributeurs
Samuel Traub
Nandeep Karande
Sushanto Mukherjee
Rizwan Siddiqui
Audrey Forsell
Madhu Appissa
Dhaval Sangoi

Conception graphique
© LINE Communications AG

Clôture de rédaction
15 avril 2021

Informations complémentaires
credit-suisse.com/supertrends

CREDIT SUISSE

credit-suisse.com

© 2021, CREDIT SUISSE

2532492 LJCC 05.2021